



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC/Réception des soumissions -  
TPSGC

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

## Revision to a Request for Supply Arrangement - Révision à une demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement

The referenced document is hereby revised; unless  
otherwise indicated, all other terms and conditions of  
the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf  
indication contraire, les modalités de l'invitation  
demeurent les mêmes.

## Comments - Commentaires

## Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

## Issuing Office - Bureau de distribution

Online Professional Services Division/Division des  
services professionnels en ligne  
Terrasses de la Chaudière 5th Floor  
Terrasses de la Chaudière 5e étage  
10 Wellington Street,  
10, rue Wellington,  
Gatineau  
Quebec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> ProServices Method of Supply	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> E60ZT-180024/C	<b>Date</b> 2020-12-31
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 20180024	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 006
<b>File No. - N° de dossier</b> 002zt.E60ZT-180024	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZT-002-33463	
<b>Date of Original Request for Supply Arrangement</b> 2018-04-13 <b>Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Eastern Standard Time EST <b>on - le 2100-01-01</b> Heure Normale du l'Est HNE	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Viner, Celine	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 002zt
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 858-7504 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

**Raisons de la modification:**

**1. Modifier PARTIE 1- SOMMAIRE GÉNÉRAL**

**Supprimer : PARTE 1 - SOMMAIRE GÉNÉRAL (en entier)**

**Insérer:**

**PARTIE 1 – SOMMAIRE GÉNÉRAL**

**1. Sommaire**

La présente demande de soumissions de demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) pour ProServices vise à satisfaire les besoins du gouvernement du Canada en matière de prestation de services professionnels d'une valeur inférieure au seuil de l'Accord de libre-échange Canada - Corée (ALECC). L'outil ProServices est la méthode d'approvisionnement obligatoire offrant aux clients ministères fédéraux partout au Canada la flexibilité d'accorder un contrat à un fournisseur pré-qualifié pour des besoins d'une valeur inférieure à 40 000 \$ (incluant les taxes) ou de soumettre à un processus concurrentiel d'une valeur jusqu'au seuil de l'ALECC aux fournisseurs pré-qualifiés.

Les changements touchant la méthode d'approvisionnement de ProServices sont mis en œuvre dans le cadre de la présente demande de soumissions. On rappelle aux soumissionnaires l'importance de lire ce document dans son intégralité, ainsi que tout document incorporé par renvoi. En déposant une soumission, les soumissionnaires reconnaissent qu'ils sont d'accord avec le processus et les modalités décrits dans la présente demande de soumissions.

Chaque soumission présentée en réponse à la présente demande de soumissions peut donner lieu à un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) de ProServices. Des arrangements en matière d'approvisionnement peuvent être émis sous l'un des numéros d'AMA suivants :

- E60ZT-180024
- E60ZT-180025
- E60ZT-180026
- E60ZT-180027
- E60ZT-180028
- E60ZT-180029

Les soumissionnaires en mesure de satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions sont invités à déposer une soumission.

Remarque : Le seuil de l'ALECC change tous les deux ans et peut être trouvé sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

**2. Période des arrangements en matière d'approvisionnement subséquents**

La période de l'arrangement en matière d'approvisionnement débute à la date d'attribution jusqu'à ce que le Canada choisisse de lancer un nouvel appel d'offres pour l'arrangement en matière d'approvisionnement ou juge que l'arrangement en matière d'approvisionnement n'est plus nécessaire.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

### **3. Marché réservé aux entreprises autochtones**

Les arrangements en matière d'approvisionnement subséquents au présent document de demande de soumissions peuvent être utilisés par les clients ministères fédéraux pour des besoins contenant un marché réservé aux entreprises autochtones en vertu de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) du gouvernement fédéral.

### **4. Ententes sur les revendications territoriales globales**

La présente demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) vise à établir des arrangements en matière d'approvisionnement (AMA) pour la livraison du besoin décrit dans les présentes aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERGT) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador. Les produits à livrer dans les zones visées par des ERTG au sein du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Québec, ou du Labrador devront faire l'objet de marchés distincts, attribués en dehors des arrangements en matière d'approvisionnement subséquents.

### **5. Qui peut présenter une soumission**

La présente demande de soumissions permet aux groupes ci-après de présenter une soumission :

#### **5a. Nouveaux soumissionnaires**

Les nouveaux soumissionnaires en mesure de satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions sont invités à déposer une soumission.

#### **5b. Fournisseurs actuels de ProServices**

Les fournisseurs actuels de ProServices qui détiennent un arrangement en matière d'approvisionnement ne sont pas tenus de soumissionner en réponse à cette présente demande de soumissions, à moins de vouloir ajouter de l'information supplémentaire à leur arrangement en matière d'approvisionnement.

#### **5c. Fournisseurs actuels de services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT)**

Les fournisseurs qui détiennent actuellement un arrangement en matière d'approvisionnement de services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) au moment de la clôture des soumissions sont invités à présenter une soumission en réponse à la présente demande de soumissions de ProServices. Le cas échéant, on rappelle aux soumissionnaires d'indiquer dans leur soumission de ProServices les catégories qui ont été attribuées en vertu de leur arrangement en matière d'approvisionnement de SPICT.

Il demeure la responsabilité des soumissionnaires de s'assurer que toutes les catégories demandées sont correctement indiquées dans leur soumission électronique. Si une catégorie n'est pas indiquée, le fournisseur peut devoir présenter à nouveau une soumission dans le cadre d'une mise à jour subséquente afin d'ajouter la ou les catégories supplémentaires.

#### **5d. Fournisseurs actuels de services professionnels centrés sur les tâches et les solutions (SPTS) (centrés sur les tâches seulement)**

Les fournisseurs qui détiennent actuellement une offre à commandes (qui expire le 31 mai 2021) ou un arrangement en matière d'approvisionnement de services professionnels centrés sur les tâches et les solutions (SPTS) (centrés sur les tâches seulement) au moment de la clôture des soumissions sont invités à présenter une soumission en réponse à la présente demande de soumissions de ProServices. Le cas échéant, on rappelle aux soumissionnaires d'indiquer dans leur soumission de ProServices les catégories qui ont été attribuées en vertu de leur offre à commandes (qui expire le 31 mai 2021) ou arrangement en matière d'approvisionnement de SPTS (centrés sur les tâches seulement).

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

Il demeure la responsabilité des soumissionnaires de s'assurer que toutes les catégories demandées sont correctement indiquées dans leur soumission électronique. Si une catégorie n'est pas indiquée, le fournisseur peut devoir présenter à nouveau une soumission dans le cadre d'une mise à jour subséquente afin d'ajouter la ou les catégories supplémentaires.

## 6. Volets et catégories pour la présente demande de soumissions

ProServices a un total de 14 volets comportant 166 catégories. Une description complète des volets et catégories se trouve sur le site Web de ProServices :

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sp-ps/vltcat-strmcat-fra.html>

Les volets 1 à 7 sont identiques à la méthode d'approvisionnement de services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) et contiennent des catégories pour des besoins en services informatiques.

Les volets 8 à 12 et le volet 14 sont identiques à la méthode d'approvisionnement de services professionnels centrés sur les tâches et les solutions (SPTS) (centrés sur les tâches seulement) et contiennent des catégories pour des besoins en services non informatiques. Veuillez noter que le volet services de santé ne fait pas partie des catégories de services obligatoires, il n'est donc pas obligatoire d'utiliser cette méthode d'approvisionnement pour obtenir ces services.

Le volet 13 comprend des catégories des Modes alternatifs de règlements de conflits (MARC).

Par souci de commodité, une liste des volets de ProServices est fournie ci-dessous. Chaque volet comporte à son tour des catégories subséquentes, accessibles au moyen du lien ci-dessus :

### Volets liés à la TI

- Volet 1 – Services d'application
- Volet 2 – Services de géomatique
- Volet 3 – Services de gestion de l'information (GI)/TI
- Volet 4 – Services à l'entreprise
- Volet 5 – Services de gestion de projets
- Volet 6 – Services de cyberprotection
- Volet 7 – Services de télécommunications

### Volets non liés à la TI

- Volet 8 – Services aux ressources humaines
- Volet 9 – Services-conseils en affaires et services de gestion du changement
- Volet 10 – Services de gestion de projets
- Volet 11 – Services de gestion de projets immobiliers
- Volet 12 – Services techniques, d'ingénierie et d'entretien
- Volet 13 – Modes alternatifs de règlements de conflits
- Volet 14 – Services de Santé (non-obligatoire)

Le Canada se réserve le droit d'ajouter, modifier ou supprimer des volets et catégories dans de futures mises à jour ou de nouveaux appels d'offres.

## 7. Régions et zones métropolitaines

Les arrangements en matière d'approvisionnement découlant de la présente invitation à soumissionner peuvent être utilisés pour se procurer des services pour les endroits suivants :

Régions : Zones métropolitaines

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

- Atlantique : Halifax, Moncton
- Québec : Montréal, Québec
- Ontario : Toronto
- Ouest : Calgary, Edmonton, Saskatoon, Winnipeg
- Pacifique : Vancouver, Victoria
- Capitale nationale : Région de la capitale nationale
- Accès à distance/virtuel

Les définitions des régions et des zones métropolitaines se trouvent à l'adresse suivante :

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/dznrm-dnzmra-fra.html>.

Remarque à l'intention des soumissionnaires: en sélectionnant une région particulière, cela n'inclut pas une région métropolitaine. Les régions et régions métropolitaines sont distinctes les unes des autres aux fins de prestation de services et doivent être sélectionnées individuellement par le soumissionnaire lors de la réponse du soumissionnaire dans la CCD du SSPC.

## 8. Exigences relatives à la sécurité

Pour qu'un arrangement en matière d'approvisionnement de ProServices lui soit attribué, le soumissionnaire doit détenir au minimum une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Si le soumissionnaire ne détient pas cette attestation de sécurité minimale, ProServices parrainera le soumissionnaire, sur demande, afin qu'il l'obtienne. ProServices ne prendra pas en considération le parrainage en matière de sécurité de soumissionnaires étrangers. Les soumissionnaires étrangers doivent détenir une attestation de sécurité valide de leur pays hôte avant de pouvoir faire une demande d'équivalence canadienne. Un soumissionnaire étranger qui ne détient pas une attestation de sécurité dans son propre pays devra premièrement en obtenir une de son gouvernement respectif et en fournir la preuve au responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

Des renseignements supplémentaires sur la sécurité se trouvent à l'article 5 de la partie 4, Exigences relatives à la sécurité, du présent document.

## 9. Comptes rendus

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA). Les soumissionnaires devraient en faire la demande au responsable de l'AMA dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de DAMA. Le compte rendu peut être fourni par écrit ou par téléphone.

## 10. Termes clés

La pièce jointe A contient une liste des termes clés.

## 11. Utilisation d'une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur tout arrangement en matière d'approvisionnement attribué dans le cadre de la présente demande de soumissions, reportez-vous à la section 6.17 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

## **2. Modifier la PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES FOURNISSEURS**

### **Supprimer :**

#### **3. Instructions, clauses et conditions uniformisées pour la présente demande de soumissions**

Toutes les directives, clauses et conditions désignées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre figurent dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission acceptent d'être liés par toutes les parties de la présente demande de soumissions, ainsi que toutes les parties de l'arrangement en matière d'approvisionnement subséquent.

Le document Instructions uniformisées - demande d'arrangements en matière d'approvisionnement - biens ou services 2008 (2017-04-27) est incorporé par renvoi à la DAMA et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document Instructions uniformisées - demande d'arrangements en matière d'approvisionnement - biens ou services 2008, est modifié comme suit :

**Supprimer :** soixante (60) jours  
**Insérer :** deux cent cinquante (250) jours

### **Insérer :**

#### **3. Instructions, clauses et conditions uniformisées pour la présente demande de soumissions**

Toutes les directives, clauses et conditions désignées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre figurent dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission acceptent d'être liés par toutes les parties de la présente demande de soumissions, ainsi que toutes les parties de l'arrangement en matière d'approvisionnement subséquent.

Le Instructions uniformisées 2008 - demande d'arrangements en matière d'approvisionnement - biens ou services sont incorporé par renvoi à la DAMA et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 des instructions uniformisées 2008 pour demande d'arrangement en matière d'approvisionnement-biens ou services, est modifié comme suit :

**Supprimer :** soixante (60) jours  
**Insérer :** deux cent cinquante (250) jours

### **Supprimer :**

#### **4. Période de validité des soumissions**

Les soumissions seront valables pendant au moins deux cent cinquante (250) jours à compter de la date de

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

clôture de la demande de soumissions, à moins d'avis contraire. ProServices se réserve le droit de demander par écrit une prolongation de cette période à tous les soumissionnaires qui déposent des soumissions recevables, dans un délai d'au moins trois (3) jours avant la fin de la période de validité des soumissions. Si cette prolongation n'est pas acceptée par tous les soumissionnaires qui ont déposé des soumissions recevables, ProServices, à sa seule et entière discrétion, continuera d'évaluer les soumissions des soumissionnaires qui auront accepté la prolongation ou annulera la demande de soumissions

**Insérer :**

**4. Période de validité des soumissions**

Aux fins de cette invitation trimestrielle à la DAMA, les soumissions reçues seront valides pendant au moins deux cent cinquante (250) jours civils à compter de la date et l'heure de clôture du trimestre (voir tableau ci-dessous). Si l'évaluation des offres reçues au cours du trimestre n'est pas terminée dans le délai établi, ProServices se réserve le droit de demander par écrit une prolongation à tous les soumissionnaires de la période de validité des offres avant la fin de la période de validité des soumissions. Si cette prolongation n'est pas acceptée par tous les soumissionnaires, ProServices, à sa discrétion, continuera d'évaluer les soumissions des soumissionnaires qui auront accepté la prolongation ou annulera la DAMA.

**Supprimer :**

**6. Nombre d'arrangements en matière d'approvisionnement par entité juridique**

Une entité juridique peut participer à la présentation :

- (i) d'une soumission de l'entité juridique seule, ou
- (ii) d'une soumission de l'entité juridique et d'une soumission en coentreprise, ou
- (iii) de deux soumissions en coentreprise.

La même entité juridique ne peut présenter plus de deux soumissions en réponse à la présente demande de soumissions. Si une entité juridique participe à plus de deux soumissions, le Canada choisira, à sa discrétion, les deux soumissions dont il tiendra compte.

**Insérer :**

**6. Nombre d'arrangements en matière d'approvisionnement par entité juridique**

Une entité légale peut participer à la soumission électronique d'une offre dans le cadre d'une demande de soumissions trimestrielle de la manière suivante :

- (i) une soumission en son nom, ou
- (ii) une soumission en son nom et une autre en coentreprise, ou
- (iii) deux soumissions en coentreprise.

Pas plus de deux offres soumises par la même entité juridique sont autorisées en réponse d'une demande de soumissions trimestrielle. Si une entité juridique participe à plus de deux offres au cours du même trimestre, le Canada choisira, à sa discrétion, les deux soumissions à recevoir.

À aucun moment, les soumissions présentées dans le cadre de ce processus de DAMA ne permettront à une entité juridique de se voir attribuer plus de deux arrangements en matière d'approvisionnement qui ne correspondent pas à cette clause.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

**Supprimer :**

**7.1.2 Les fournisseurs qui ont une offre à commandes et/ou un arrangement en matière d'approvisionnement SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches seulement)**

Les fournisseurs actuels de ProServices (avec offre à commandes ou arrangement en matière d'approvisionnement SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches)) peuvent présenter leur information de ProServices dans cette soumission ProServices pour des droits acquis possibles, ainsi que leurs volets et catégories attribués de l'OC ou de l'AMA SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches).

**Insérer :**

**7.1.2 Les fournisseurs qui ont une offre à commandes et/ou un arrangement en matière d'approvisionnement SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches seulement)**

Les fournisseurs actuels de ProServices avec une offre à commandes (qui expire le 31 mai 2021) ou un arrangement en matière d'approvisionnement SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) peuvent présenter leur information de ProServices dans cette soumission ProServices pour des droits acquis possibles, ainsi que leurs volets et catégories attribués de l'OC (qui expire le 31 mai 2021) ou de l'AMA SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches).

**Supprimer :**

**7.2 Nouveaux soumissionnaires de ProServices (c.-à-d., ceux qui présentent une soumission sur ProServices pour la première fois)**

Les nouveaux soumissionnaires de ProServices qui ont une offre à commandes active ou un arrangement en matière d'approvisionnement SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) ont la possibilité de présenter leurs volets et catégories attribués de leur offre à commandes ou arrangement en matière d'approvisionnement SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) dans la soumission de ProServices pour des droits acquis possibles.

Il demeure la responsabilité des soumissionnaires de s'assurer que toutes les catégories demandées sont correctement indiquées dans leur soumission électronique.

**Insérer :**

**7.2 Nouveaux soumissionnaires de ProServices (c.-à-d., ceux qui présentent une soumission sur ProServices pour la première fois)**

Les nouveaux soumissionnaires de ProServices qui ont une soumission en cours d'évaluation avec SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) ou qui ont une offre à commandes active (qui expire le 31 mai 2021) ou un arrangement en matière d'approvisionnement SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) ont la possibilité de présenter leurs volets et catégories attribués de leur offre à commandes (qui expire le 31 mai 2020) ou arrangement en matière d'approvisionnement SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) dans la soumission de ProServices pour des droits acquis possibles.

Il demeure la responsabilité des soumissionnaires de s'assurer que toutes les catégories demandées sont correctement indiquées dans leur soumission électronique.



**Supprimer :**

**9. Ancien fonctionnaire – Avis**

Les contrats de services professionnels attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Par conséquent, la demande de soumissions exigera du soumissionnaire de soumettre les renseignements dans l'éventualité qu'il soit le soumissionnaire retenu, son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension ou ayant reçu un paiement forfaitaire, afin d'être publiés sur les sites Web des ministères dans le cadre des rapports de divulgation proactive générés conformément aux politiques et aux directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 (<https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/avis-politique/2012-2.html>) et aux Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés (<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14676>) .

En outre, la présente demande de soumissions exige qu'un soumissionnaire soumette les renseignements par l'intermédiaire de la CCD sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension ou ayant reçu un paiement forfaitaire. Si, à la suite de la présente demande de soumissions, un arrangement en matière d'approvisionnement est attribué, le nom du fournisseur touchant une pension ou ayant reçu un paiement forfaitaire sera affiché sur le site Web de ProServices.

**Insérer :**

**9. Ancien fonctionnaire – Avis**

Les contrats de services professionnels attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Par conséquent, la demande de soumissions exigera du soumissionnaire de soumettre les renseignements dans l'éventualité qu'il soit le soumissionnaire retenu, son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension ou ayant reçu un paiement forfaitaire, afin d'être publiés sur les sites Web des ministères dans le cadre des rapports de divulgation proactive générés conformément aux politiques et aux directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, à l'[l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/avis-politique/2012-2.html) (<https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/avis-politique/2012-2.html>) et aux [Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés](http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14676) (<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14676>) .

En outre, la présente demande de soumissions exige qu'un soumissionnaire soumette les renseignements par l'intermédiaire de la CCD sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension ou ayant reçu un paiement forfaitaire. Si, à la suite de la présente demande de soumissions, un arrangement en matière d'approvisionnement est attribué, le nom du fournisseur et l'ancien fonctionnaire touchant une pension ou ayant reçu un paiement forfaitaire sera affiché sur le site Web de ProServices <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sp-ps/approvisionnement-arrangement-fra.html>.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

---

**Insérer :**

**12. Processus de contestation des offres et mécanismes de recours**

- (a) Les offrants potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les offrants à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
  - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
  - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les offrants devraient savoir que des délais stricts sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les offrants devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

### 3- **Modifier PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

**Supprimer : Item 4. Tableau de présentation des soumissions (Supprimer en entier)**

**Insérer :**

#### 4. Tableau de présentation des soumissions

Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D	Colonne E
Description des items dans CCD	Nouveau soumissionnaire pour ProServices  (n'existant pas dans la méthode d'approvisionnement de SPICT et/ou de SPTS (centrés sur les tâches))	Nouveau soumissionnaire pour ProServices  (qui a une soumission en cours d'évaluation et/ou déjà existant dans la méthode d'approvisionnement de SPICT et/ou de SPTS (centrés sur les tâches))	Fournisseur existant pour ProServices  (existant déjà dans la méthode d'approvisionnement de ProServices et de SPICT et/ou de SPTS (centrés sur les tâches))	Point de référence dans le document de la DAMA
<b>Soumission technique</b>				
Renseignements sur l'entreprise	CCD	CCD	CCD	Pièce jointe B
Renseignements régionaux	CCD	CCD	CCD	Pièce jointe B
Renseignements concernant des personnes-ressource	CCD	CCD	CCD	Pièce jointe B
Bureaux locaux	CCD	CCD	CCD	Pièce jointe B
Préférences linguistiques en matière de communication avec les clients	CCD	CCD	CCD	Pièce jointe B
O1 – Nombre minimum d'années d'existence de l'entreprise	CCD*	CCD*	CCD	Partie 4, pièce jointe B
O2 – Identification des volets et des catégories	CCD	CCD	CCD	Partie 4, pièce jointe B
O3 – Justification des références pour chaque catégorie « Récemment validée »	CCD	CCD	CCD	Partie 4, pièce jointe B
Gamme de services pour AMA – niveaux d'expertise des catégories	CCD	CCD	CCD	Pièce jointe B
<b>Attestations</b>				
Sécurité	CCD	CCD	CCD	Partie 5, pièce jointe B
Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi	S.O.	S.O.	S.O.	Partie 5, pièce jointe B
Ancien fonctionnaire	CCD	CCD	CCD	Partie 5, pièce jointe B
Fournisseur autochtone	CCD*	CCD*	CCD*	Partie 5, pièces jointes B et C
Attestation de droits acquis	CCD	CCD*	CCD*	Partie 5, pièces jointes B et C
Programme de réduction des effectifs	CCD	CCD	CCD	Partie 5, pièce jointe B
Dispositions relatives à l'intégrité – Renseignements connexes	CCD*	CCD*	CCD*	Partie 5, pièces jointes B et C
Parrainage en matière de sécurité	CCD	CCD	CCD	Partie 5, pièces jointes B et C
Déclaration du soumissionnaire – tous les soumissionnaires	CCD*	CCD*	CCD*	Partie 5, pièces jointes B et C
CCD : Composante de collecte de données CCD* : ProServices demandera des informations additionnelles S.O. : sans objet				

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

---

#### **4. Modifier : PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

##### ***Supprimer :***

##### **1. Procédures d'évaluation**

Tous les soumissionnaires doivent présenter leur soumission par l'intermédiaire de la composante de collecte de données (CCD) du portail électronique du Système des services professionnels centralisés (SSPC) au plus tard à la date et l'heure de clôture indiquées dans la présente demande de soumissions.

Tous les soumissionnaires doivent satisfaire aux exigences obligatoires énoncées à l'article 3 Évaluation technique – Critères obligatoires ci-dessous.

En présentant une soumission, les soumissionnaires font savoir qu'à leur avis ils respectent parfaitement toutes les exigences obligatoires de la présente demande de soumissions et qu'ils s'engagent à respecter les clauses et conditions de l'arrangement en matière d'approvisionnement énoncées à la partie 6.

Même si l'évaluation des soumissions se déroule par étapes, ce n'est pas parce que le Canada passe à une étape ultérieure qu'il a décidé que le soumissionnaire a réussi toutes les étapes antérieures. Le Canada peut mener certaines étapes de l'évaluation simultanément.

Une équipe d'évaluation formée de représentants du Canada évaluera les soumissions. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à des personnes-ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Tous les membres de l'équipe responsable de l'évaluation ne participeront pas nécessairement à tous les volets de l'évaluation.

Chaque soumission sera examinée. Pour qu'une soumission soit jugée conforme, elle doit respecter toutes les exigences obligatoires de la demande de soumissions.

Une soumission qui ne respecte pas toutes les exigences obligatoires de la demande de soumissions sera jugée non conforme et un arrangement en matière d'approvisionnement ne lui sera pas attribué

##### **Insérer :**

##### **1. Procédures d'évaluation**

Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des besoins de cette DAMA et les critères techniques. Tous les éléments de la DAMA qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes comme « doit », « doivent » ou « obligatoire(s) ».

Chaque soumission sera examinée. Pour qu'une soumission soit jugée conforme, elle doit respecter toutes les exigences obligatoires de la demande de soumissions.

Une soumission qui ne répond pas aux exigences obligatoires sera jugée non conforme et un arrangement en matière d'approvisionnement ne sera pas attribué au soumissionnaire.

Chaque soumission sera évaluée indépendamment, sans tenir compte des autres soumissions déposées; par conséquent, chaque soumission déposée doit être complète.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

---

Tous les membres d'une coentreprise doivent demeurer les mêmes pour être considérés comme un « fournisseur existant ».

En déposant une soumission, le soumissionnaire signifie que, à son avis, il rencontre parfaitement toutes les exigences obligatoires de cette DAMA et qu'il s'engage à respecter les modalités de l'AMA identifiées à la PARTIE 6 – ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT SUBSÉQUENT, DEMANDE DE SOUMISSIONS ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.

Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, ce n'est pas parce que le Canada passe à une phase ultérieure que cela voudra dire pour autant qu'il a décidé que le soumissionnaire a réussi toutes les phases antérieures. Le Canada peut mener certaines étapes de l'évaluation simultanément.

Les soumissions seront évaluées par une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à des personnes ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Les membres de l'équipe d'évaluation ne participeront pas nécessairement tous à l'ensemble des aspects de l'évaluation.

### **Supprimer :**

#### **2. Demande de renseignements ou d'éclaircissement présentée par les soumissionnaires**

Dans le cadre de l'évaluation, les soumissionnaires devront fournir des renseignements jugés nécessaires par ProServices afin d'effectuer une évaluation complète de leur soumission électronique. Cela peut inclure, entre autres :

- Preuve du nombre d'années d'existence de l'entreprise
- Déclaration du soumissionnaire
- Attestation de droits acquis
- Preuve de sécurité
- Attestation autochtone
- Dispositions relatives à l'intégrité
- Factures et/ou contrats

ProServices se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour valider la soumission d'un soumissionnaire. Si ProServices demande des précisions au soumissionnaire au sujet de sa soumission ou s'il veut vérifier celle-ci, le soumissionnaire disposera d'un délai de deux jours ouvrables ou d'un délai plus long précisé par écrit par ProServices pour fournir les renseignements nécessaires à ProServices. À défaut de respecter ce délai, sa soumission sera jugée non conforme.

Le soumissionnaire peut demander une prolongation à ProServices s'il explique pourquoi elle est nécessaire. Cependant, il demeure à la discrétion de ProServices de décider d'accorder la prolongation ou non

### **Insérer :**

#### **2. Demande de renseignements ou d'éclaircissement présentée par les soumissionnaires**

Dans le cadre de l'évaluation, les soumissionnaires devront fournir des renseignements jugés nécessaires par ProServices afin d'effectuer une évaluation complète de leur soumission électronique. Cela peut inclure, entre autres :

- Preuve du nombre d'années d'existence de l'entreprise

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No. E60ZT-180024/C	N° de la modif. - Amd. No. 006	Id de l'acheteur - Buyer ID 002ZT
N° de réf. du client - Client Ref. No. E60ZT-180024/C	N° du dossier - File No. 002ZT. E60ZT-180024/C	FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

- Déclaration du soumissionnaire
- Attestation de droits acquis
- Preuve de sécurité
- Attestation autochtone
- Dispositions relatives à l'intégrité
- Factures et/ou contrats

ProServices se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour valider la soumission d'un soumissionnaire. Si une copie d'un contrat / projet spécifique est demandée, le soumissionnaire doit soumettre la copie exigée et indiquer les parties de celle-ci qui démontrent la conformité du type de travail que leur entreprise offre selon les tâches décrites pour cette catégorie.

Le soumissionnaire disposera d'un délai de deux (2) jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit à ProServices pour fournir les renseignements nécessaires à ProServices. En cas de non-respect de cette échéance, la soumission pourrait être déclarée non recevable, en totalité ou en partie.

Le soumissionnaire peut demander une prolongation à ProServices s'il explique pourquoi elle est nécessaire. Cependant, il demeure à la discrétion de ProServices de décider d'accorder la prolongation ou non.

### **Section 3. Évaluation technique – Critère obligatoires**

#### **Supprimer :**

##### **O.1 Nombre minimum d'années d'existence de l'entreprise**

Le soumissionnaire doit exercer ses activités sous sa dénomination sociale actuelle au minimum un (1) an à la date et l'heure de clôture de la présente demande de soumissions ou à la date et l'heure de clôture de la mise à jour trimestrielle à laquelle le soumissionnaire présente une soumission. Si le soumissionnaire est une coentreprise, un des membres de celle-ci doit satisfaire à cette exigence, comme cela est précisé plus haut.

Pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence, le soumissionnaire doit :

- a) remplir la section « Nombre minimum d'années d'existence de l'entreprise » de la CCD du portail électronique du SSPC;
- b) à la demande de ProServices, fournir une preuve documentée de ses années d'existence (p. ex., une certification de constitution, une inscription au registre du commerce ou des déclarations de revenus).

#### **Insérer :**

##### **O.1 Nombre minimum d'années d'existence de l'entreprise**

Le soumissionnaire doit exercer ses activités sous sa dénomination sociale actuelle au minimum un (1) an à la date et l'heure de clôture de la présente demande de soumissions ou à la date et l'heure de clôture de la mise à jour trimestrielle à laquelle le soumissionnaire présente une soumission. Si le soumissionnaire est une coentreprise, un des membres de celle-ci doit satisfaire à cette exigence, comme cela est précisé plus haut.

Pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence, le soumissionnaire doit :

- a) remplir la section « Nombre minimum d'années d'existence de l'entreprise » de la CCD du portail électronique du SSPC;
- b) à la demande de ProServices, fournir une preuve documentée de ses années d'existence (p. ex., une certification de constitution, une inscription au registre du commerce ou des déclarations de

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

revenus). Dans le cas des fournisseurs existants, ProServices ne demandera pas la preuve documentée.

**O.1.1** Si le nouveau soumissionnaire a été constitué en personne morale, ou autrement moins d'une (1) année avant la date et l'heure de clôture du trimestre pour lequel le soumissionnaire soumet son offre à la suite d'un changement au sein de l'entreprise en vertu duquel il a assumé en droit la responsabilité de la totalité des actifs, opérations, capacités opérationnelles, compétences et ressources d'autres entités juridiques, le Canada considérera alors que l'exigence minimale d'une (1) année a été respectée si le nouveau soumissionnaire lui démontre:

- a) qu'il a été constitué en personne morale, ou autrement, à la suite d'un changement au sein de l'entreprise en vertu duquel il a assumé en droit la responsabilité de la totalité des actifs, opérations, capacités opérationnelles, compétences et ressources d'autres entités juridiques;
- b) que le changement au sein de l'entreprise a été effectué uniquement à des fins fiscales ou à d'autres fins sans rapport avec les activités des autres entités juridiques et n'a aucune incidence sur sa capacité d'accomplir les activités qui étaient menées par les autres entités juridiques;
- c) qu'il a continué les opérations commerciales courantes de toutes les autres personnes morales selon le cours normal, sans interruption, à compter de la date du changement corporatif et par la suite;
- d) qu'il a conservé, à la date de clôture et l'heure du trimestre pour lequel le soumissionnaire soumet son offre, les mêmes actifs, opérations, capacités opérationnelles, compétences et ressources que ceux dont les autres entités juridiques étaient responsables avant le changement au sein de l'entreprise ; et
- e) chacune des autres entités juridiques a mené ses activités, sans interruption et dans le cours normal, pendant au moins un (1) an.

Le Canada se réserve le droit de demander d'autres détails ou documentation afin de vérifier que les exigences ci-dessus sont satisfaites. Si le Canada juge qu'elles ne le sont pas, la soumission sera déclarée non recevable. Le Canada se réserve le droit de demander la confirmation de l'information fournie. Si l'information ne peut pas être confirmée, la soumission sera jugée non recevable.

### **Supprimer :**

#### **O.3 Justification des références pour chaque catégorie « Récemment validée »**

Pour chaque catégorie « Récemment validée », le soumissionnaire doit fournir des références, (c.-à-d. une personne que ProServices peut contacter) par l'intermédiaire de la CCD du portail électronique du SSPC qui peuvent justifier (valider) que le soumissionnaire a effectué des travaux (c.-à-d. fourni les services) qui sont semblables à ceux indiqués dans la description de ProServices de chacune des catégories désignées sous O.2. La même chose vaut pour les coentreprises soumissionnaires, où au moins un membre doit fournir la justification des références requises.

L'information suivante s'applique à cette exigence obligatoire :

1. La référence qui est indiquée pour chaque catégorie doit avoir reçu une facture du soumissionnaire pour les services fournis.
2. Les services doivent avoir été fournis au cours des cinq (5) dernières années avant la date de clôture de la demande de soumissions.
3. Les références ne peuvent être des personnes :
  - a) qui ont été à l'emploi du soumissionnaire;
  - b) qui ont agi à titre d'expert-conseil pour le soumissionnaire;

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

---

c) qui font partie du conseil d'administration du soumissionnaire.

4. Pour chaque catégorie « nouvellement justifiée » indiquée dans la soumission du soumissionnaire, des renseignements d'un (1) contrat qui correspond étroitement à la description des catégories du site Web de ProServices (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sp-ps/vltcat-strmcat-fra.html>) doivent être fournis par l'intermédiaire de la CCD du portail électronique du SSPC. ProServices procédera à la justification des références au moyen de vérifications par courriel seulement.

Pour démontrer l'exigence de catégories « nouvellement justifiées », un soumissionnaire doit :

- a) entrer tous les renseignements obligatoires (selon les champs de données indiqués ci-dessous) pour chaque catégorie dans la CCD du portail électronique du SSPC :
- i. Client (ministère/nom de l'entreprise) [obligatoire]
  - ii. Nom de la personne-ressource [obligatoire]
  - iii. Poste
  - iv. Téléphone [obligatoire]
  - v. Courriel [obligatoire]
  - vi. Courriel 2
  - vii. N° de référence de contrat/projet [obligatoire]

Le soumissionnaire a la possibilité de fournir deux courriels que ProServices utilisera pour communiquer avec la référence en vue de valider la prestation des services par le soumissionnaire pour cette catégorie. Le deuxième courriel peut être un autre courriel que la première référence (c.-à-d. courriel du travail versus courriel à domicile), OU un courriel distinct d'une autre personne représentant le même n° de référence du contrat/projet. Si le soumissionnaire n'a pas un deuxième courriel à fournir, il est invité à utiliser le courriel qui figure dans le premier champ courriel dans le deuxième champ Courriel 2.

5. Si le soumissionnaire est une coentreprise, la justification des références doit être fournie par au moins un membre de celle-ci.
6. Les mêmes renseignements de référence peuvent être utilisés par les soumissionnaires pour justifier plusieurs catégories.
7. Il est fortement recommandé aux soumissionnaires d'informer leurs références que ProServices communiquera avec eux par courrier électronique (conformément au processus décrit à l'article 11 ci-dessous) pour valider les renseignements dans le cadre du processus d'évaluation des soumissions.
8. Une seule catégorie jugée « conforme » donnera lieu à l'attribution d'un arrangement en matière d'approvisionnement pourvu que tous les autres critères obligatoires soient satisfaits.
9. Le travail effectué à titre de sous-traitant peut être utilisé pour justifier une catégorie. Le cas échéant, le client qui est indiqué pour chaque catégorie doit avoir reçu une facture du soumissionnaire pour les services fournis.
10. ProServices se réserve le droit de demander une copie de la facture et/ou une copie du contrat qui s'applique au n° de référence de contrat/projet indiqué dans les renseignements de référence des catégories précises indiquées dans la CCD du portail électronique du SSPC.
11. Pour l'évaluation de chaque catégorie, un courriel semblable à l'exemple ci-dessous sera envoyé aux références figurant dans la soumission. Le soumissionnaire sera également copié sur le courriel envoyé aux références afin qu'il puisse faire un suivi avec sa (ses) référence(s) pour s'assurer qu'une



N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

réponse est fournie à ProServices. Le soumissionnaire ne peut pas répondre pour sa (ses) référence(s).

Bonjour,

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a reçu une soumission de **[DÉNOMINATION SOCIALE DU FOURNISSEUR]** (faisant affaire sous le nom **[DÉNOMINATION COMMERCIALE DU FOURNISSEUR]**) dans le but de se pré-qualifier conformément à la méthode d'approvisionnement de ProServices. Une réponse est demandée d'ici **[RÉPONDRE DANS UN DÉLAI DE X JOURS DE LA DATE ACTUELLE]**.

Votre nom a été fourni par **[DÉNOMINATION SOCIALE DU FOURNISSEUR]** (faisant affaire sous le nom **[DÉNOMINATION COMMERCIALE DU FOURNISSEUR]**) comme personne-ressource principale pouvant répondre à ce qui suit :

1. Les services figurant dans le tableau ci-dessous vous ont-ils été fournis par l'entreprise au cours des cinq 5 années qui précèdent immédiatement le **Jour Mois Année?** (Oui ou non)?
2. Avez-vous reçu une facture pour les services indiqués dans le tableau ci-dessous? (Oui ou non)
3. Les services fournis par le soumissionnaire pour la ou les catégories indiquées dans le tableau ci-dessous étaient-ils semblables aux descriptions de catégorie de ProServices qui se trouvent à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sp-ps/vltcat-strmcat-fra.html?> Une réponse est requise; « oui », « non » ou « incapable » dans le tableau ci-dessous pour chacune des catégories indiquées).

Une réponse « incapable » devrait être utilisée dans le tableau ci-dessous si vous :

- 1) êtes ou avez été à l'emploi du soumissionnaire,
- 2) agissez à titre d'expert-conseil du soumissionnaire ou
- 3) êtes dans la liste des membres du conseil d'administration du soumissionnaire.

**[TABLEAU DES CATÉGORIES DEMANDÉES DU SOUMISSIONNAIRE SERA INSÉRÉ ICI]**

Remarque : Le texte sous la colonne intitulée « Numéro de contrat/référence » correspond exactement à ce que le soumissionnaire a inscrit dans sa soumission et il se peut par conséquent qu'il ne soit pas traduit.

Votre réponse est nécessaire pour que TPSGC puisse déterminer si ces catégories sont conformes ou non et elle peut être communiquée au soumissionnaire pendant une séance d'information, si celle-ci est demandée. Le fait de ne pas répondre au présent courriel risque de rendre ces catégories non conformes.

Pour plus de renseignements sur le processus de justification des références, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Merci,

Nom de l'évaluateur sera inséré ici

**ProServices**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada | Gouvernement du Canada

Courriel : [ProServices@tpsgc.gc.ca](mailto:ProServices@tpsgc.gc.ca)

12. La réponse fournie par la référence servira à déterminer la conformité de chaque catégorie, comme suit :

- a. Si la référence indique « oui » pour la catégorie demandée, l'arrangement en matière d'approvisionnement subséquent du soumissionnaire comprendra cette catégorie si toutes les autres exigences obligatoires sont satisfaites.
- b. Si la référence indique « non » ou « incapable » pour la catégorie demandée, la vérification des références prendra fin et la catégorie sera jugée non conforme.
- c. Si le soumissionnaire n'a fourni que la première adresse électronique de référence (c.-à-d. une deuxième adresse de référence n'a pas été fournie dans la soumission) et que la première référence ne répond pas avant la date butoir indiquée dans le courriel d'origine, le processus de vérification des références prendra fin et la catégorie sera jugée non conforme.
- d. Si la première référence ne répond pas avant la date butoir indiquée dans le courriel d'origine, un courriel sera envoyé à la deuxième référence lui demandant de répondre (si le soumissionnaire a fourni une deuxième adresse électronique de référence). Si la deuxième référence ne répond pas avant la date et l'heure indiquées dans le courriel, le processus de vérification des références prendra fin et la catégorie sera jugée non conforme.
- e. Si on reçoit un retour de courriel indiquant que le courriel envoyé à la première ou la deuxième référence était incorrect ou que l'adresse électronique n'est plus valide et que cela donne lieu à la réception par ProServices d'un courriel portant la mention « non livré », on communiquera avec le soumissionnaire pour lui demander de fournir une autre adresse électronique pour la même référence de cette catégorie précise.
- f. Si on reçoit un retour de courriel indiquant que la première référence est absente pour une période de temps au-delà de la date de réponse dans le courriel de référence, l'équipe d'évaluation enverra le courriel à la deuxième référence après la date butoir du courriel d'origine. Si on reçoit un retour de courriel indiquant que la deuxième référence est absente pour une période de temps au-delà de la date de réponse dans le courriel de référence, le processus de vérification des références prendra fin et la catégorie sera jugée non conforme.
- g. Aucune personne identifiée dans une réponse « absent du bureau » ne sera utilisée pour justifier une catégorie pour le soumissionnaire.
- h. Pour toutes les catégories jugées non conformes, celles-ci ne seront pas incluses dans l'arrangement en matière d'approvisionnement subséquent.
- i. Aucun courriel de suivi demandant une réponse ne sera envoyée aux références. Le soumissionnaire peut faire un nouvel essai lors de la mise à jour trimestrielle.

**Insérer :**

**O.3 Justification des références pour chaque catégorie « Récemment validée »**

Pour chaque catégorie « Récemment validée », le soumissionnaire doit fournir des références, (c.-à-d. une personne que ProServices peut contacter) par l'intermédiaire de la CCD du portail électronique du SSPC qui peuvent justifier (valider) que le soumissionnaire a effectué des travaux (c.-à-d. fourni les services) qui sont semblables à ceux indiqués dans la description de ProServices de chacune des catégories désignées sous O.2. La même chose vaut pour les coentreprises soumissionnaires, où au moins un membre doit fournir la justification des références requises.

L'information suivante s'applique à cette exigence obligatoire :

1. La référence qui est indiquée pour chaque catégorie doit avoir reçu une facture du soumissionnaire pour les services fournis.
2. Les services doivent avoir été fournis au cours des cinq (5) dernières années avant la date de clôture de la demande de soumissions.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

**3. Les références ne peuvent être des personnes :**

- a) qui ont été à l'emploi du soumissionnaire;
- b) qui ont agi à titre d'expert-conseil pour le soumissionnaire;
- c) qui font partie du conseil d'administration du soumissionnaire;
- d) qui est une société mère, une filiale ou une société affiliée du soumissionnaire;
- e) qui est un membre d'une coentreprise avec le soumissionnaire ou toute autre entité qui ne traite pas avec un lien de dépendance avec le soumissionnaire;
- f) qui est un membre de la famille du soumissionnaire; ou
- g) qui a reçu du travail bénévole de la part du soumissionnaire.

**4. Les références doivent provenir d'un « client externe » (un client externe est une entité juridique qui n'est pas une société mère, une filiale ou une société affiliée du soumissionnaire, un membre d'une coentreprise avec le soumissionnaire ou toute autre entité qui n'a pas de lien de dépendance avec le soumissionnaire).**

**5. Pour chaque catégorie « nouvellement justifiée » indiquée dans la soumission du soumissionnaire, des renseignements d'un (1) contrat qui correspond étroitement à la description des catégories du site Web de ProServices (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sp-ps/vltcat-strmcat-fra.html>) doivent être fournis par l'intermédiaire de la CCD du portail électronique du SSPC. ProServices procédera à la justification des références au moyen de vérifications par courriel seulement.**

Pour démontrer l'exigence de catégories « nouvellement justifiées », un soumissionnaire doit entrer tous les renseignements obligatoires (selon les champs de données indiqués ci-dessous) pour chaque catégorie dans la CCD du portail électronique du SSPC :

- i. Client (ministère/nom de l'entreprise) [obligatoire]
- ii. Nom de la personne-ressource [obligatoire]
- iii. Poste
- iv. Téléphone [obligatoire]
- v. Courriel [obligatoire]
- vi. Courriel 2
- vii. N° de référence de contrat/projet [obligatoire]

Le soumissionnaire a la possibilité de fournir deux courriels que ProServices utilisera pour communiquer avec la référence en vue de valider la prestation des services par le soumissionnaire pour cette catégorie. Le deuxième courriel peut être un autre courriel que la première référence (c.-à-d. courriel du travail versus courriel à domicile), OU un courriel distinct d'une autre personne représentant le même n° de référence du contrat/projet. Si le soumissionnaire n'a pas un deuxième courriel à fournir, il est invité à utiliser le courriel qui figure dans le premier champ courriel dans le deuxième champ Courriel 2.

**6. Si le soumissionnaire est une coentreprise, la justification des références doit être fournie par au moins un membre de celle-ci.**

**7. Les mêmes renseignements de référence peuvent être utilisés par les soumissionnaires pour justifier plusieurs catégories.**

**8. Il est fortement recommandé aux soumissionnaires d'informer leurs références que ProServices communiquera avec eux par courrier électronique (conformément au processus décrit à l'article 11 ci-dessous) pour valider les renseignements dans le cadre du processus d'évaluation des soumissions.**

9. Une seule catégorie jugée « conforme » donnera lieu à l'attribution d'un arrangement en matière d'approvisionnement pourvu que tous les autres critères obligatoires soient satisfaits.
10. Le travail effectué à titre de sous-traitant peut être utilisé pour justifier une catégorie. Le cas échéant, le client qui est indiqué pour chaque catégorie doit avoir reçu une facture du soumissionnaire pour les services fournis.
11. ProServices se réserve le droit de demander une copie de la facture et/ou une copie du contrat qui s'applique au n° de référence de contrat/projet indiqué dans les renseignements de référence des catégories précises indiquées dans la CCD du portail électronique du SSPC.
12. Pour l'évaluation de chaque catégorie récemment validée, un courriel semblable à l'exemple ci-dessous sera envoyé aux références figurant dans la soumission. Le soumissionnaire sera également copié sur le courriel envoyé aux références afin qu'il puisse faire un suivi avec sa (ses) référence(s) pour s'assurer qu'une réponse est fournie à ProServices. Le soumissionnaire ne peut pas répondre pour sa (ses) référence(s).

Bonjour,

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a reçu une soumission de **[DÉNOMINATION SOCIALE DU FOURNISSEUR]** (faisant affaire sous le nom **[DÉNOMINATION COMMERCIALE DU FOURNISSEUR]**) dans le but de se pré-qualifier conformément à la méthode d'approvisionnement de ProServices. Une réponse est demandée d'ici **[RÉPONDRE DANS UN DÉLAI DE X JOURS DE LA DATE ACTUELLE]**.

Votre nom a été fourni par **[DÉNOMINATION SOCIALE DU FOURNISSEUR]** (faisant affaire sous le nom **[DÉNOMINATION COMMERCIALE DU FOURNISSEUR]**) comme personne-ressource principale pouvant répondre à ce qui suit :

1. Les services figurant dans le tableau ci-dessous vous ont-ils été fournis par l'entreprise au cours des cinq 5 années qui précèdent immédiatement le **Jour Mois Année?** (Oui ou non)?
2. Avez-vous reçu une facture pour les services indiqués dans le tableau ci-dessous? (Oui ou non)
3. Les services fournis par le soumissionnaire pour la ou les catégories indiquées dans le tableau ci-dessous étaient-ils semblables aux descriptions de catégorie de ProServices qui se trouvent à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sp-ps/vltcat-strmcat-fra.html?> Une réponse est requise; « oui », « non » ou « incapable » dans le tableau ci-dessous pour chacune des catégories indiquées).

Une réponse « incapable » devrait être utilisée dans le tableau ci-dessous si vous :

- 1) êtes ou avez été à l'emploi du soumissionnaire;
- 2) agissez à titre d'expert-conseil du soumissionnaire;
- 3) êtes dans la liste des membres du conseil d'administration du soumissionnaire;
- 4) êtes une société mère, une filiale ou une société affiliée du soumissionnaire;
- 5) êtes un membre d'une coentreprise avec le soumissionnaire ou toute autre entité qui ne traite pas avec un lien de dépendance avec le soumissionnaire;
- 6) êtes un membre de la famille du soumissionnaire, ou
- 7) avez reçu du travail bénévole de la part du soumissionnaire.

**[TABLEAU DES CATÉGORIES DEMANDÉES DU SOUMISSIONNAIRE SERA INSÉRÉ ICI]**

Remarque : Le texte sous la colonne intitulée « Numéro de contrat/référence » correspond

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

*exactement à ce que le soumissionnaire a inscrit dans sa soumission et il se peut par conséquent qu'il ne soit pas traduit.*

*Votre réponse est nécessaire pour que TPSGC puisse déterminer si ces catégories sont conformes ou non et elle peut être communiquée au soumissionnaire pendant une séance d'information, si celle-ci est demandée. Le fait de ne pas répondre au présent courriel risque de rendre ces catégories non conformes.*

*Pour plus de renseignements sur le processus de justification des références, n'hésitez pas à communiquer avec nous.*

*Merci,*

*Nom de l'évaluateur sera inséré ici*

**ProServices**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada | Gouvernement du Canada

Courriel : [ProServices@tpsgc.gc.ca](mailto:ProServices@tpsgc.gc.ca)

**13.** La réponse fournie par la référence servira à déterminer la conformité de chaque catégorie, comme suit :

- a. Si la référence indique « oui » pour la catégorie demandée, l'arrangement en matière d'approvisionnement subséquent du soumissionnaire comprendra cette catégorie si toutes les autres exigences obligatoires sont satisfaites.
- b. Si la référence indique « non » ou « incapable » pour la catégorie demandée, la vérification des références prendra fin et la catégorie sera jugée non conforme.
- c. Si le soumissionnaire n'a fourni que la première adresse électronique de référence (c.-à-d. une deuxième adresse de référence n'a pas été fournie dans la soumission) et que la première référence ne répond pas avant la date butoir indiquée dans le courriel d'origine, le processus de vérification des références prendra fin et la catégorie sera jugée non conforme.
- d. Si la première référence ne répond pas avant la date butoir indiquée dans le courriel d'origine, un courriel sera envoyé à la deuxième référence lui demandant de répondre (si le soumissionnaire a fourni une deuxième adresse électronique de référence). Si la deuxième référence ne répond pas avant la date et l'heure indiquées dans le courriel, le processus de vérification des références prendra fin et la catégorie sera jugée non conforme.
- e. Si on reçoit un retour de courriel indiquant que le courriel envoyé à la première ou la deuxième référence était incorrect ou que l'adresse électronique n'est plus valide et que cela donne lieu à la réception par ProServices d'un courriel portant la mention « non livré », on communiquera avec le soumissionnaire pour lui demander de fournir une autre adresse électronique pour la même référence de cette catégorie précise.
- f. Si on reçoit un retour de courriel indiquant que la première référence est absente pour une période de temps au-delà de la date de réponse dans le courriel de référence, l'équipe d'évaluation enverra le courriel à la deuxième référence après la date butoir du courriel d'origine. Si on reçoit un retour de courriel indiquant que la deuxième référence est absente pour une période de temps au-delà de la date de réponse dans le courriel de référence, le processus de vérification des références prendra fin et la catégorie sera jugée non conforme.
- g. Aucune personne identifiée dans une réponse « absent du bureau » ne sera utilisée pour justifier une catégorie pour le soumissionnaire.
- h. Pour toutes les catégories jugées non conformes, celles-ci ne seront pas incluses dans l'arrangement en matière d'approvisionnement subséquent.
- i. Aucun courriel de suivi demandant une réponse ne sera envoyée aux références. Le

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No. E60ZT-180024/C	N° de la modif. - Amd. No. 006	Id de l'acheteur - Buyer ID 00ZZT
N° de réf. du client - Client Ref. No. E60ZT-180024/C	N° du dossier - File No. 00ZZT. E60ZT-180024/C	FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

---

soumissionnaire peut faire un nouvel essai lors de la mise à jour trimestrielle.

### **Supprimer :**

#### **5. Exigences relatives à la sécurité**

Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'attribution de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

- 1) Le soumissionnaire doit détenir une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- 2) Chaque membre d'une coentreprise doit détenir une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Un soumissionnaire qui est en attente d'une attestation de sécurité n'est pas « entièrement conforme » et ne peut obtenir un arrangement en matière d'approvisionnement. Le cas échéant, le soumissionnaire recevra le statut « d'état de validité » dans le portail électronique du SSPC dès que les résultats de la DAMA seront publiés. Avec une entente de prolongation de la période de validité, la soumission du fournisseur en « état de validité » demeurera valide jusqu'au moment du prochain processus de nouvel appel d'offres pour ProServices. ProServices envisagera d'attribuer un arrangement en matière d'approvisionnement à ce fournisseur une fois que l'attestation de sécurité requise sera reçue et si aucun recours relatif à ce fournisseur n'a été pris.

Si l'attestation de sécurité n'a pas été obtenue au moment du processus de nouvel appel d'offres pour ProServices, le fournisseur en « état de validité » retournera au statut de « nouveau soumissionnaire » pour la présentation d'une soumission en réponse à une nouvelle demande de soumissions.

Dans le cas d'une coentreprise, le niveau de sécurité ministérielle atteignable par l'entremise de la DSIC de TPSGC est le niveau en commun détenu par tous les membres de la coentreprise. Par exemple, une coentreprise de cinq (5) membres est constituée de quatre (4) membres détenant une attestation de sécurité d'installation (ASI) valable au niveau secret et d'un (1) membre détenant une vérification d'organisation désignée (VOD) valable. Le plus haut niveau de sécurité pour lequel la coentreprise serait considérée dans le cadre de cette AMA serait la VOD, jusqu'à ce que le membre détenant une attestation de VOD valide demande à être parrainé par le responsable de l'AMA et obtienne une ASI valide au niveau secret émise par la DSIC.

Les soumissionnaires peuvent demander que ProServices envisage de parrainer leur entreprise pour l'attestation de VOD initiale ou accroître leur cote de sécurité d'un niveau. Un tel parrainage n'est disponible que pour une mise à niveau de la cote de sécurité pour un seul échelon à la fois. Cette demande peut être présentée par courriel en tout temps avant ou après la date de clôture des soumissions à l'adresse suivante : [TPSGC.ProServices.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.ProServices.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca).

Si le parrainage est anticipé, le soumissionnaire est encouragé à communiquer avec ProServices dès que possible pour que le processus puisse débuter. Il n'est pas nécessaire pour le soumissionnaire d'attendre la fermeture de la présente demande pour aviser ProServices de son besoin de parrainage.

ProServices ne prendra pas en considération le parrainage en matière de sécurité de soumissionnaires étrangers. Les soumissionnaires étrangers doivent détenir une attestation de sécurité valide de leur pays hôte avant de pouvoir faire une demande d'équivalence canadienne. Un soumissionnaire étranger qui ne détient pas une attestation de sécurité dans son propre pays devra premièrement en obtenir une de son gouvernement respectif et en fournir la preuve au responsable de l'AMA.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

Les contrats attribués dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement découlant de la présente invitation à soumissionner sont assujettis aux exigences de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) précisées dans chaque demande de propositions. Des exemples de LVERS sont accessibles sur le site Web du SSPC à l'adresse <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/31-fra.html>, mais d'autres LVERS peuvent être utilisées. Chaque demande de propositions émise par les ministères fédéraux clients précisera la LVERS qui s'appliquera à chaque contrat subséquent.

**Insérer :**

**5. Exigences relatives à la sécurité**

Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'attribution de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

- 1) Le soumissionnaire doit détenir une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- 2) Chaque membre d'une coentreprise doit détenir une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Un soumissionnaire qui est en attente d'une attestation de sécurité n'est pas « entièrement conforme » et ne peut obtenir un arrangement en matière d'approvisionnement. Le cas échéant, l'arrangement en matière d'approvisionnement du soumissionnaire sera inactif jusqu'à ce que le fournisseur obtienne son attestation de sécurité. ProServices envisagera d'attribuer un arrangement en matière d'approvisionnement à ce fournisseur une fois que l'attestation de sécurité requise sera reçue et si aucun recours relatif à ce fournisseur n'a été pris.

Si l'attestation de sécurité n'a pas été obtenue au moment du processus de nouvel appel d'offres pour ProServices, le fournisseur qui détient un arrangement en matière d'approvisionnement inactif retournera au statut de « nouveau soumissionnaire » pour la présentation d'une soumission en réponse à une nouvelle demande de soumissions.

Dans le cas d'une coentreprise, le niveau de sécurité ministérielle atteignable par l'entremise de la DSIC de TPSGC est le niveau en commun détenu par tous les membres de la coentreprise. Par exemple, une coentreprise de cinq (5) membres est constituée de quatre (4) membres détenant une attestation de sécurité d'installation (ASI) valable au niveau secret et d'un (1) membre détenant une vérification d'organisation désignée (VOD) valable. Le plus haut niveau de sécurité pour lequel la coentreprise serait considérée dans le cadre de cette AMA serait la VOD, jusqu'à ce que le membre détenant une attestation de VOD valide demande à être parrainé par le responsable de l'AMA et obtienne une ASI valide au niveau secret émise par la DSIC.

Les soumissionnaires peuvent demander que ProServices envisage de parrainer leur entreprise pour l'attestation de VOD initiale ou accroître leur cote de sécurité d'un niveau. Un tel parrainage n'est disponible que pour une mise à niveau de la cote de sécurité pour un seul échelon à la fois. Cette demande peut être présentée par courriel en tout temps avant ou après la date de clôture des soumissions à l'adresse suivante : [TPSGC.ProServices.PWGCSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.ProServices.PWGCSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca).

Si le parrainage est anticipé, le soumissionnaire est encouragé à communiquer avec ProServices dès que possible pour que le processus puisse débuter. Il n'est pas nécessaire pour le soumissionnaire d'attendre la fermeture de la présente demande pour aviser ProServices de son besoin de parrainage.

ProServices ne prendra pas en considération le parrainage en matière de sécurité de soumissionnaires



N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

étrangers. Les soumissionnaires étrangers doivent détenir une attestation de sécurité valide de leur pays hôte avant de pouvoir faire une demande d'équivalence canadienne. Un soumissionnaire étranger qui ne détient pas une attestation de sécurité dans son propre pays devra premièrement en obtenir une de son gouvernement respectif et en fournir la preuve au responsable de l'AMA.

### 5.1 Exigences en matière de sécurité pour les contrats

Les contrats attribués dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement découlant de la présente invitation à soumissionner sont assujettis aux exigences de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) précisées dans chaque demande de propositions. Des exemples de LVERS sont accessibles sur le site Web du SSPC à l'adresse <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/31-fra.html>, mais d'autres LVERS peuvent être utilisés. Chaque demande de propositions émise par les ministères fédéraux clients précisera la LVERS qui s'appliquera à chaque contrat subséquent.

### **Supprimer :**

### **6. Méthode de sélection**

Toutes les soumissions conformes seront recommandées en vue de l'attribution d'un arrangement en matière d'approvisionnement selon les conditions précisées à la partie 6 – Arrangement en matière d'approvisionnement, demande de soumissions et clauses du contrat subséquent.

Les fournisseurs existants qui ont présentement un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et / ou une offre à commande sous SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) qui seront déclarés globalement conformes auront la possibilité de reporter, dans l'AMA ProServices résultant, toutes leurs catégories déjà octroyées pour les méthodes d'approvisionnement mentionnées ci-haut. Le processus de reporter des catégories déjà octroyées est appelé « reconnaissance des droits acquis ».

Lorsqu'un soumissionnaire autochtone est qualifié à la fois pour un arrangement en matière d'approvisionnement réservé aux Autochtones et pour un autre non réservé aux Autochtones, il ne se verra attribuer qu'un seul arrangement en matière d'approvisionnement, qui servira aux marchés réservés et non réservés aux Autochtones.

Les résultats des évaluations détermineront le statut des soumissions comme suit :

#### **Fournisseur conforme :**

Le soumissionnaire a satisfait à toutes les exigences obligatoires de la présente demande et obtient un arrangement en matière d'approvisionnement.

#### **Fournisseur non conforme :**

Le soumissionnaire n'a pas satisfait à toutes les exigences obligatoires de la présente demande et n'obtient pas un arrangement en matière d'approvisionnement.

#### **Fournisseur inactif :**

Le soumissionnaire a satisfait à toutes les exigences techniques obligatoires de la présente demande de soumissions et est en attente d'une attestation de sécurité ou d'une vérification des dispositions relatives à l'intégrité. Par conséquent, le soumissionnaire n'est pas « entièrement conforme » et ne peut pas obtenir un arrangement en matière d'approvisionnement. Avec une entente de prolongation de la période de validité, la soumission du fournisseur inactif demeurera valide jusqu'au moment du prochain processus de nouvel appel

d'offres pour ProServices. ProServices envisagera d'attribuer un arrangement en matière d'approvisionnement à ce fournisseur une fois que l'attestation de sécurité/vérification requise sera reçue et si aucun recours relatif à ce fournisseur n'a été pris.



N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

**Insérer :**

**6. Méthode de sélection**

Toutes les soumissions conformes seront recommandées en vue de l'attribution d'un arrangement en matière d'approvisionnement selon les conditions précisées à la partie 6 – Arrangement en matière d'approvisionnement, demande de soumissions et clauses du contrat subséquent.

Les fournisseurs existants qui ont présentement un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et / ou une offre à commande sous SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) qui seront déclarés globalement conformes auront la possibilité de reporter, dans l'AMA ProServices résultant, toutes leurs catégories déjà octroyées pour les méthodes d'approvisionnement mentionnées ci-haut. Le processus de reporter des catégories déjà octroyées est appelé « reconnaissance des droits acquis ».

Lorsqu'un soumissionnaire autochtone est qualifié à la fois pour un arrangement en matière d'approvisionnement réservé aux Autochtones et pour un autre non réservé aux Autochtones, il ne se verra attribuer qu'un seul arrangement en matière d'approvisionnement, qui servira aux marchés réservés et non réservés aux Autochtones.

Les résultats des évaluations détermineront le statut des soumissions comme suit :

**Fournisseur conforme :**

Le soumissionnaire a satisfait à toutes les exigences obligatoires de la présente demande et obtient un arrangement en matière d'approvisionnement.

**Fournisseur non conforme :**

Le soumissionnaire n'a pas satisfait à toutes les exigences obligatoires de la présente demande et n'obtient pas un arrangement en matière d'approvisionnement.

**Supprimer :**

**7. Changements organisationnels des fournisseurs**

**Nouveaux fournisseurs :** Si un nouveau fournisseur est créé à la suite d'un changement organisationnel qui s'est produit moins d'un an avant la date de clôture du trimestre précis actuellement ouvert (comme il est indiqué au point 5 de la partie 2 – Instructions à l'intention des fournisseurs de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement ainsi qu'au point 4.3 de l'arrangement en matière d'approvisionnement), le Canada pourrait, malgré le point 5.8 des Instructions uniformisées 2008 et le point 3.e des Conditions générales 2020, prendre en considération ce qui suit :

1. l'exigence minimale d'un an à satisfaire pour la nouvelle entité;
2. le transfert d'un arrangement en matière d'approvisionnement;
3. l'autorisation de reporter les renseignements existants déjà au dossier, le cas échéant.

**Fournisseurs existants :** Si un fournisseur existant fait l'objet d'un changement organisationnel, le Canada pourrait, malgré le point 5.8 des Instructions uniformisées 2008 et le point 3.e des Conditions générales 2020, prendre en considération ce qui suit :

1. le transfert d'un arrangement en matière d'approvisionnement;
2. l'autorisation de reporter les renseignements existants déjà au dossier, le cas échéant.

Le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant doit attester ce qui suit :

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

- a) le changement organisationnel a été apporté uniquement à des fins fiscales ou à d'autres fins qui ne sont pas liées aux activités des autres entités juridiques;
- b) le changement organisationnel n'a pas d'incidence sur la capacité du nouveau fournisseur ou du fournisseur existant de mener à bien les activités qui étaient réalisées par l'entité juridique ou les entités juridiques précédentes;
- c) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant a mené à bien les activités au nom de l'ensemble des autres entités juridiques concernées, de façon ininterrompue depuis la date de la mise en œuvre du changement organisationnel;
- d) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant conserve les mêmes actifs, engagements, capacité opérationnelle, compétences et ressources que ceux de l'autre entité juridique ou des autres entités juridiques avant le changement organisationnel;
- e) l'autre entité juridique ou les autres entités juridiques ont mené à bien leurs activités, de façon ininterrompue et selon le cours normal de leurs affaires, pendant au moins une année;
- f) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant n'a pas fait l'objet d'une réorganisation ou d'une restructuration en raison d'une faillite;
- g) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant se conforment aux attestations des dispositions relatives à l'intégrité;
- h) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant dispose d'une autorisation de sécurité au même niveau que l'autre entité juridique ou que les autres entités juridiques.

Pour que les renseignements d'un arrangement en matière d'approvisionnement soient transférés au nouveau fournisseur ou au fournisseur existant, le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant doit présenter une soumission électronique par l'entremise du portail électronique du Système des services professionnels centralisés (SSPC) (<https://sspc-fournisseur-cpss-supplier.tpsgc-pwgsc.gc.ca/Indiquerouverture-session-ShowLogin-Fra>).

Le délai pour traiter le transfert des renseignements d'un arrangement en matière d'approvisionnement au nouveau fournisseur ou au fournisseur existant dans le portail électronique du SSPC pourrait prendre jusqu'à six mois, étant donné que la soumission sera évaluée au même moment que les soumissions présentées pendant ce trimestre. Toutefois, si le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant a accepté d'assumer les coûts découlant du traitement du transfert des renseignements d'un arrangement en matière d'approvisionnement au nouveau fournisseur ou au fournisseur existant, la demande peut être soumise par l'entremise de la méthode d'approvisionnement de ProServices. Le traitement accéléré du transfert des renseignements coûtera un montant de 3 000 \$ qui sera facturé au nouveau fournisseur ou au fournisseur existant. Le délai de traitement prévu dans ce dernier cas est de deux à quatre semaines.

### **Insérer :**

## **7. Changements organisationnels des fournisseurs Nouveaux fournisseurs :**

**Nouveaux fournisseurs :** Si un fournisseur existant crée une nouvelle entité suite à un changement organisationnel qui s'est produit moins d'un an avant la date de clôture du trimestre précis actuellement ouvert (comme il est indiqué au point 5 de la partie 2 – Instructions à l'intention des fournisseurs de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement ainsi qu'au point 4.3 de l'arrangement en matière d'approvisionnement), le Canada pourrait, malgré le point 5.8 des Instructions uniformisées 2008 et le point 3.e des Conditions générales 2020, prendre en considération ce qui suit :

- 1. l'exigence minimale d'un an à satisfaire pour la nouvelle entité;
- 2. le transfert d'un arrangement en matière d'approvisionnement;

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No. E60ZT-180024/C	N° de la modif. - Amd. No. 006	Id de l'acheteur - Buyer ID 00ZZT
N° de réf. du client - Client Ref. No. E60ZT-180024/C	N° du dossier - File No. 00ZZT. E60ZT-180024/C	FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

3. l'autorisation de reporter les renseignements existants déjà au dossier, le cas échéant.

**Fournisseurs existants :** Si un fournisseur existant fait l'objet d'un changement organisationnel, le Canada pourrait, malgré le point 5.8 des Instructions uniformisées 2008 et le point 3.e des Conditions générales 2020, prendre en considération ce qui suit :

1. le transfert d'un arrangement en matière d'approvisionnement;
2. l'autorisation de reporter les renseignements existants déjà au dossier, le cas échéant.

Le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant doit attester ce qui suit :

- a) le changement organisationnel a été apporté uniquement à des fins fiscales ou à d'autres fins qui ne sont pas liées aux activités des autres entités juridiques;
- b) le changement organisationnel n'a pas d'incidence sur la capacité du nouveau fournisseur ou du fournisseur existant de mener à bien les activités qui étaient réalisées par l'entité juridique ou les entités juridiques précédentes;
- c) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant a mené à bien les activités au nom de l'ensemble des autres entités juridiques concernées, de façon ininterrompue depuis la date de la mise en œuvre du changement organisationnel;
- d) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant conserve les mêmes actifs, engagements, capacité opérationnelle, compétences et ressources que ceux de l'autre entité juridique ou des autres entités juridiques avant le changement organisationnel;
- e) l'autre entité juridique ou les autres entités juridiques ont mené à bien leurs activités, de façon ininterrompue et selon le cours normal de leurs affaires, pendant au moins une année;
- f) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant n'a pas fait l'objet d'une réorganisation ou d'une restructuration en raison d'une faillite;
- g) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant se conforment aux attestations des dispositions relatives à l'intégrité;
- h) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant dispose d'une autorisation de sécurité au même niveau que l'autre entité juridique ou que les autres entités juridiques.

Pour que les renseignements d'un arrangement en matière d'approvisionnement soient transférés au nouveau fournisseur ou au fournisseur existant, le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant doit présenter une soumission électronique par l'entremise du portail électronique du Système des services professionnels centralisés (SSPC) (<https://sspc-fournisseur-cpss-supplier.tpsgc-pwgsc.gc.ca/Indiquerouvertureession-ShowLogin-Fra>).

Le délai pour traiter le transfert des renseignements d'un arrangement en matière d'approvisionnement au nouveau fournisseur ou au fournisseur existant dans le portail électronique du SSPC pourrait prendre jusqu'à six mois, étant donné que la soumission sera évaluée au même moment que les soumissions présentées pendant ce trimestre.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

---

## **5- Modifier PARTIE 5 – ATTESTATIONS**

### **Supprimer :**

#### **c) Attestation pour ancien fonctionnaire**

La présente demande de soumissions exige qu'un soumissionnaire soumette les renseignements par l'intermédiaire de la CCD sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension. Si, à la suite de la présente demande de soumissions, un arrangement en matière d'approvisionnement est attribué, le nom du fournisseur touchant une pension sera affiché sur le site Web de ProServices.

Pour démontrer leur conformité à cette attestation, tous les soumissionnaires doivent :

- i. répondre à la question afin de confirmer si le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire. Le cas échéant, remplir les autres champs qui s'appliquent à cette attestation dans la CCD du portail électronique du SSPC (voir la pièce jointe B);
- ii. fournir, à la demande de ProServices, des renseignements supplémentaires au sujet du statut d'ancien fonctionnaire.

Consultez aussi l'article 9 de la partie 2 pour obtenir de plus amples renseignements sur l'avis pour ancien fonctionnaire.

### **Insérer :**

#### **c) Attestation pour ancien fonctionnaire**

La présente demande de soumissions exige qu'un soumissionnaire soumette les renseignements par l'intermédiaire de la CCD sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension. Si, à la suite de la présente demande de soumissions, un arrangement en matière d'approvisionnement est attribué, le nom du fournisseur et de l'ancien fonctionnaire touchant une pension sera affiché sur le site Web de ProServices.

Pour démontrer leur conformité à cette attestation, tous les soumissionnaires doivent :

- i. répondre à la question afin de confirmer si le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire. Le cas échéant, remplir les autres champs qui s'appliquent à cette attestation dans la CCD du portail électronique du SSPC (voir la pièce jointe B);
- ii. fournir, à la demande de ProServices, des renseignements supplémentaires au sujet du statut d'ancien fonctionnaire.

Consultez aussi l'article 9 de la partie 2 pour obtenir de plus amples renseignements sur l'avis pour ancien fonctionnaire.

### **Supprimer :**

#### **e) Attestation de droits acquis**

La certification de droits acquis s'applique aux :

- 1) fournisseurs actuels de ProServices (sans offre à commandes ou arrangement en matière d'approvisionnement pour les SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches)) qui désirent conserver leurs droits acquis dans leur soumission électronique, OU
- 2) fournisseurs actuels de ProServices qui possèdent aussi une offre à commandes ou un arrangement en matière d'approvisionnement pour les SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) et qui présente une soumission à ProServices visant à ajouter leurs catégories attribuées de l'AMA pour les SPICT

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

- et/ou SPTS (centrés sur les tâches) à leur arrangement en matière d'approvisionnement pour ProServices, OU
- 3) nouveaux fournisseurs de ProServices qui possèdent aussi une offre à commandes ou un arrangement en matière d'approvisionnement pour les SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) et qui présentent pour la première fois une soumission à ProServices et ainsi permettent à ProServices de transférer leurs droits acquis de catégories conformes de SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) dans leur soumission de ProServices.
  - 4) Nouveaux fournisseurs ou fournisseurs existants de ProServices qui souhaitent transférer leurs droits acquis des renseignements existants dans leur soumission électronique suite à un changement organisationnel du fournisseur.

Pour démontrer qu'il accepte cette attestation, le soumissionnaire doit :

- i. cocher la case qui s'applique à cette attestation dans la CCD du portail électronique du SSPC (voir la pièce jointe B);
- ii. fournir, à la demande de ProServices, l'attestation de droits acquis qui se trouve à l'article 2 de la pièce jointe C.

**Insérer :**

**e) Attestation de droits acquis**

La certification de droits acquis s'applique aux :

- 1) fournisseurs actuels de ProServices (sans offre à commandes ou arrangement en matière d'approvisionnement pour les SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches)) qui désirent conserver leurs droits acquis dans leur soumission électronique, OU
- 2) fournisseurs actuels de ProServices qui possèdent aussi une offre à commandes (qui expire le 31 mai 2021) ou un arrangement en matière d'approvisionnement pour les SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) et qui présente une soumission à ProServices visant à ajouter leurs catégories attribuées de l'AMA pour les SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) à leur arrangement en matière d'approvisionnement pour ProServices, OU
- 3) nouveaux fournisseurs de ProServices qui ont une soumission en cours d'évaluation avec SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) et/ou qui possèdent aussi une offre à commandes (qui expire le 31 mai 2021) ou un arrangement en matière d'approvisionnement pour les SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) et qui présentent pour la première fois une soumission à ProServices et ainsi permettent à ProServices de transférer leurs droits acquis de catégories conformes de SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) dans leur soumission de ProServices, OU
- 4) nouveaux fournisseurs ou fournisseurs existants de ProServices qui souhaitent transférer leurs droits acquis des renseignements existants dans leur soumission électronique suite à un changement organisationnel du fournisseur.

Pour démontrer qu'il accepte cette attestation, le soumissionnaire doit :

- i. cocher la case qui s'applique à cette attestation dans la CCD du portail électronique du SSPC (voir la pièce jointe B);
- ii. fournir, à la demande de ProServices, l'attestation de droits acquis qui se trouve à l'article 2 de la pièce jointe C.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

**Supprimer :**

**g) Dispositions relatives à l'intégrité – Renseignements connexes**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ses affiliés et lui respectent les dispositions stipulées à la section 01, [Dispositions relatives à l'intégrité – arrangement](#) du document Instructions uniformisées (2017-04-27) 2008 (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/1/2008/17>).

Pour démontrer qu'ils acceptent cette attestation, tous les soumissionnaires doivent :

- i. cocher la case qui s'applique à cette attestation dans la CCD du portail électronique du SSPC (voir la pièce jointe B);
- ii. fournir, à la demande de ProServices, les renseignements des dispositions relatives à l'intégrité qui se trouvent à l'article 3 de la pièce jointe C.

**Insérer :**

**g) Dispositions relatives à l'intégrité – Renseignements connexes**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ses affiliés et lui respectent les dispositions stipulées à la section 01, Dispositions relatives à l'intégrité des Instructions uniformisées – demande d'arrangements en matière d'approvisionnement – biens et services 2008 (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/1>).

Pour démontrer qu'ils acceptent cette attestation, tous les soumissionnaires doivent :

- i. cocher la case qui s'applique à cette attestation dans la CCD du portail électronique du SSPC (voir la pièce jointe B);
- ii. fournir, à la demande de ProServices, les renseignements des dispositions relatives à l'intégrité qui se trouvent à l'article 3 de la pièce jointe C.

**6- Modifier la PARTIE 6 – ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT, DEMANDE DE SOUMISSIONS ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

**Supprimer :**

**A. Arrangement en matière d'approvisionnement**

**1. Arrangement (volets et catégories)**

L'outil ProServices est la méthode d'approvisionnement obligatoire pour les services professionnels dont la valeur est inférieure au seuil établi par l'Accord de libre-échange Canada - Corée (ALECC). Les arrangements en matière d'approvisionnement (AMA) permettent à tous les ministères fédéraux d'être flexibles lors de l'octroi d'un contrat moins de 25 000 \$ à un fournisseur pré-qualifié, ou pour satisfaire aux besoins dont la valeur est inférieure au seuil établi par l'ALECC en invitant au moins deux (2) fournisseurs pré-qualifiés.

L'arrangement en matière d'approvisionnement couvre les travaux décrits dans les volets et catégories de ProServices qui se trouvent au lien suivant : [ProServices – volets et catégories](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sp-ps/vltcat-strmcat-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sp-ps/vltcat-strmcat-fra.html>).

Les besoins pour les services de chaque fournisseur font partie de l'arrangement en matière d'approvisionnement de chaque fournisseur, joint à l'annexe A.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

**Insérer :**

**A. Arrangement en matière d'approvisionnement**

**1. Arrangement (volets et catégories)**

L'outil ProServices est la méthode d'approvisionnement obligatoire pour les services professionnels dont la valeur est inférieure au seuil établi par l'Accord de libre-échange Canada - Corée (ALECC). Les arrangements en matière d'approvisionnement (AMA) permettent à tous les ministères fédéraux d'être flexibles lors de l'octroi d'un contrat moins de 40 000 \$ à un fournisseur pré-qualifié, ou pour satisfaire aux besoins dont la valeur est inférieure au seuil établi par l'ALECC en invitant au moins deux (2) fournisseurs pré-qualifiés.

L'arrangement en matière d'approvisionnement couvre les travaux décrits dans les volets et catégories de ProServices qui se trouvent au lien suivant : [ProServices – volets et catégories](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sp-ps/vltcat-strmcat-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sp-ps/vltcat-strmcat-fra.html>).

Les besoins pour les services de chaque fournisseur font partie de l'arrangement en matière d'approvisionnement de chaque fournisseur, joint à l'annexe A.

**Supprimer :**

**3. Clauses et conditions uniformisées**

**3.1 Conditions générales**

[2020 \(2016-04-04\) Conditions générales – arrangement en matière d'approvisionnement – biens ou services](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/3/2020/14) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/3/2020/14>) s'appliquent au présent arrangement en matière d'approvisionnement et en font partie intégrante.

**3.2 Arrangement en matière d'approvisionnement – établissement des rapports**

Le fournisseur doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'arrangement en matière d'approvisionnement. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

Le fournisseur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées dans les [Instructions relatives au rapport d'utilisation trimestriel](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/ocannexd-soannexd-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/ocannexd-soannexd-fra.html>). Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant la période visée, le fournisseur doit présenter une réponse portant la mention « NUL ».

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

Les trimestres sont définis comme suit :

Trimestre	Période couverte	À remettre au plus tard le
T1	1 <sup>er</sup> avril au 30 juin	15 juillet
T2	1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre	15 octobre
T3	1 <sup>er</sup> octobre au 31 décembre	15 janvier
T4	1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars	15 avril

Le fait de ne pas fournir les rapports trimestriels dûment remplis dans les délais prescrits pourrait entraîner une suspension de l'arrangement en matière d'approvisionnement, y compris l'application d'une mesure corrective du rendement d'un fournisseur.

**Insérer :**

**3.1 Conditions générales**

[2020 Conditions générales – arrangement en matière d'approvisionnement – biens ou services](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/3)  
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/3> s'appliquent au présent arrangement en matière d'approvisionnement et en font partie intégrante.

**3.2 Modifications à l'arrangement en matière d'approvisionnement (CLAUSE DE RECONDUCTION TACITE)**

Étant donné que l'AMA est perpétuel, de temps à autres, TPSGC peut également modifier toute partie de l'arrangement en matière d'approvisionnement à la suite d'un avis de politique, d'une loi ou d'un changement de procédure. Un tel changement n'affectera pas les contrats existants en place avant la date du changement. Une notification de ce changement sera envoyée aux fournisseurs via un courriel générique. Si un fournisseur n'est pas d'accord avec ces modifications et ne souhaite plus être considéré pour les exigences émises dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement en raison des changements, le fournisseur en avisera le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement et ce fournisseur ne sera plus sur la liste des fournisseurs qualifiés.

**3.3 Arrangement en matière d'approvisionnement – établissement des rapports**

Le fournisseur doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'arrangement en matière d'approvisionnement. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

Le fournisseur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées dans les [Instructions relatives au rapport d'utilisation trimestriel \(http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/ocannexd-soannexd-fra.html\)](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/ocannexd-soannexd-fra.html). Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant la période visée, le fournisseur doit présenter une réponse portant la mention « NUL ».



N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

Les trimestres sont définis comme suit :

Trimestre	Période couverte	À remettre au plus tard le
T1	1 <sup>er</sup> avril au 30 juin	15 juillet
T2	1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre	15 octobre
T3	1 <sup>er</sup> octobre au 31 décembre	15 janvier
T4	1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars	15 avril

Le fait de ne pas fournir les rapports trimestriels dûment remplis dans les délais prescrits pourrait entraîner une suspension de l'arrangement en matière d'approvisionnement, y compris l'application d'une mesure corrective du rendement d'un fournisseur.

### **Supprimer :**

#### **4. Durée de l'arrangement en matière d'approvisionnement**

##### **4.1 Période de l'arrangement en matière d'approvisionnement**

La période de l'arrangement en matière d'approvisionnement débute à la date d'attribution jusqu'à ce que le Canada choisisse de lancer un nouvel appel d'offres pour l'arrangement en matière d'approvisionnement ou juge que l'arrangement en matière d'approvisionnement n'est plus nécessaire ou procède avec un nouveau véhicule d'approvisionnement.

Le Canada pourrait, au moyen d'un avis écrit à l'intention de tous les titulaires d'AMA et d'un avis affiché sur le [Service électronique d'appels d'offres du gouvernement \(SEAOG\)](https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres) (<https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres>), annuler l'AMA ou des catégories ou volets individuels en envoyant un préavis d'au moins 30 jours civils à tous les titulaires de l'AMA pour les informer de l'annulation.

##### **4.2 Appel d'offres pour une demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA)**

Dans le cadre de ses efforts continus pour faciliter le processus d'affaires entre lui et les fournisseurs, le Canada rend l'arrangement en matière d'approvisionnement valide dès qu'il est émis jusqu'au moment où :

1. Il émet un nouvel appel d'offres pour l'AMA, ou
2. Il considère l'AMA comme n'étant plus utile, ou
3. Il décide d'adopter une méthode d'approvisionnement différente pour le besoin s'il juge cette mesure appropriée.

Un avis permanent qui sera affiché par le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) pour la durée de l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) décrira ce mécanisme d'approvisionnement et invitera d'autres fournisseurs à présenter des propositions pour devenir des fournisseurs pré-qualifiés et se voir attribuer un AMA pour la prestation des services.

**Nouveaux fournisseurs :** Tout au long de la période de l'arrangement en matière

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

d'approvisionnement, de nouveaux soumissionnaires peuvent présenter des soumissions pour devenir fournisseurs pré-qualifiés.

**Fournisseurs pré-qualifiés existants :** Cela permettra également aux fournisseurs pré-qualifiés de présenter une proposition pour modifier leur AMA existant. Aucun fournisseur déjà sélectionné ne sera retiré de la liste des fournisseurs admissibles en raison de l'ajout de nouveaux fournisseurs.

**Nombre d'arrangement en matière d'approvisionnement :** Le fournisseur reconnaît que le Canada peut attribuer un nombre illimité d'arrangement en matière d'approvisionnement aux fournisseurs durant toute la période de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

**Besoin évolutif :** TPSGC peut, au cours d'un processus de mise à jour, ajouter de nouveaux volets de travail ou retirer ou modifier des volets de travail existants et des catégories.

Le Canada se réserve le droit d'émettre des arrangements en matière d'approvisionnement destinés aux fournisseurs qui se qualifient tout au cours de la période de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

**Insérer :**

**4.1 Période de l'arrangement en matière d'approvisionnement**

La période de l'arrangement en matière d'approvisionnement débute à la date d'attribution jusqu'à ce que le Canada choisisse de lancer un nouvel appel d'offres pour l'arrangement en matière d'approvisionnement ou juge que l'arrangement en matière d'approvisionnement n'est plus nécessaire ou procède avec un nouveau véhicule d'approvisionnement.

Le Canada pourrait, au moyen d'un avis écrit à l'intention de tous les titulaires d'AMA et d'un avis affiché sur le [Service électronique d'appels d'offres du gouvernement \(SEAOG\) \(https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres\)](https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres), annuler l'AMA ou des catégories ou volets individuels en envoyant un préavis d'au moins 30 jours calendrier à tous les titulaires de l'AMA pour les informer de l'annulation.

**4.2 Appel d'offres pour une demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA)**

Dans le cadre de ses efforts continus pour faciliter le processus d'affaires entre lui et les fournisseurs, le Canada rend l'arrangement en matière d'approvisionnement valide dès qu'il est émis jusqu'au moment où :

1. Il émet un nouvel appel d'offres pour l'AMA, ou
2. Il considère l'AMA comme n'étant plus utile, ou
3. Il décide d'adopter une méthode d'approvisionnement différente pour le besoin s'il juge cette mesure appropriée.

Un avis permanent qui sera affiché par le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) pour la durée de l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) décrira ce mécanisme d'approvisionnement et invitera d'autres fournisseurs à présenter des propositions pour devenir des fournisseurs pré-qualifiés et se voir attribuer un AMA pour la prestation des services.

**Nouveaux fournisseurs :** Tout au long de la période de l'arrangement en matière d'approvisionnement, de nouveaux soumissionnaires peuvent présenter des soumissions pour

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No. E60ZT-180024/C	N° de la modif. - Amd. No. 006	Id de l'acheteur - Buyer ID 00ZZT
N° de réf. du client - Client Ref. No. E60ZT-180024/C	N° du dossier - File No. 00ZZT. E60ZT-180024/C	FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

devenir fournisseurs pré-qualifiés.

**Fournisseurs pré-qualifiés existants :** Cela permettra également aux fournisseurs pré-qualifiés de présenter une proposition pour modifier leur AMA existant. Aucun fournisseur déjà sélectionné ne sera retiré de la liste des fournisseurs admissibles en raison de l'ajout de nouveaux fournisseurs.

**Nombre d'arrangement en matière d'approvisionnement :** Le fournisseur reconnaît que le Canada peut attribuer un nombre illimité d'arrangement en matière d'approvisionnement aux fournisseurs durant toute la période de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

**Besoin évolutif :** Canada peut, au cours d'un processus de mise à jour, ajouter de nouveaux volets de travail ou retirer ou modifier des volets de travail existants et des catégories.

Le Canada se réserve le droit d'émettre des arrangements en matière d'approvisionnement destinés aux fournisseurs qui se qualifient tout au cours de la période de l'arrangement en matière d'approvisionnement

### **Supprimer :**

## **5. Responsables**

### **5.1 Responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement**

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement est :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction de l'acquisition des services professionnels, Direction générale des approvisionnements  
10, rue Wellington, édifice Terrasses de la Chaudière  
étage 5  
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Nom: Natasha Hickey  
Titre : Chef d'équipe d'approvisionnement  
Téléphone : 613-720-9485  
Télécopieur : 819-956-8303  
Courriel : [TPSGC.ProServices.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.ProServices.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement est le fondé de pouvoir principal, au nom du Canada et du ministre, chargé de l'émission de l'arrangement en matière d'approvisionnement, de son administration, de sa gestion et de sa révision. Toute modification de l'arrangement en matière d'approvisionnement doit être autorisée, par écrit, par le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

Lors de l'émission d'une demande de propositions (DP) par un client (utilisateur d'un ministère fédéral) dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement, l'autorité contractante de ce client est responsable de toutes les questions contractuelles liées au contrat sollicité.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

---

**Insérer :**

## **5. Responsables**

### **5.1 Responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement**

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement est :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction de l'acquisition des services professionnels, Direction générale des approvisionnements  
10, rue Wellington, édifice Terrasses de la Chaudière  
étage 5  
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Nom: Céline Viner  
Titre : Chef d'équipe d'approvisionnement  
Téléphone : 613-858-7504  
Courriel : [TPSGC.ProServices.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.ProServices.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement est le fondé de pouvoir principal, au nom du Canada et du ministre, chargé de l'émission de l'arrangement en matière d'approvisionnement, de son administration, de sa gestion et de sa révision. Toute modification de l'arrangement en matière d'approvisionnement doit être autorisée, par écrit, par le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

Lors de l'émission d'une demande de propositions (DP) par un client (utilisateur d'un ministère fédéral) dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement, l'autorité contractante de ce client est responsable de toutes les questions contractuelles liées au contrat sollicité.

**Supprimer :**

## **7. Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste ci-dessous, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste :

- a. Les articles de l'arrangement en matière d'approvisionnement;
- b. Les conditions générales 2020 (2016-04-04), Conditions générales – arrangement en matière d'approvisionnement – biens ou services;
- c. L'Annexe A : volets et catégories (par région et par zone métropolitaine);
- d. La proposition du fournisseur reçue en réponse à la Demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement E60ZT-180024.

**Insérer :**

## **7. Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste ci-dessous, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste :

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

- a. Les articles de l'arrangement en matière d'approvisionnement;
- b. Les Conditions générales 2020 – arrangement en matière d'approvisionnement – biens ou services;
- c. L'Annexe A : volets et catégories (par région et par zone métropolitaine);
- d. La proposition du fournisseur reçue en réponse à la Demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement E60ZT-180024.

**Supprimer :**

**10. Suspension ou annulation de la qualification par le Canada**

Outre les circonstances définies dans les Conditions générales – arrangement en matière d'approvisionnement – biens ou services 2020 09 (2016-04-04), le Canada peut, en soumettant un avis écrit au fournisseur, suspendre ou annuler l'arrangement en matière d'approvisionnement lorsque le fournisseur a rendu public tout renseignement allant à l'encontre des modalités, des prix ou de la disponibilité des systèmes mentionnés dans cet arrangement en matière d'approvisionnement, ou lorsque le fournisseur ne s'acquitte pas de toute obligation qui lui incombe dans le cadre de cet arrangement en matière d'approvisionnement.

**Insérer :**

**10. Suspension ou annulation de la qualification par le Canada**

Outre les circonstances définies dans l'article 09 des Conditions générales – Arrangement en matière d'approvisionnement – biens ou services 2020, le Canada peut, en soumettant un avis écrit au fournisseur, suspendre ou annuler l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) lorsque le fournisseur a rendu public tout renseignement allant à l'encontre des modalités, des prix ou de la disponibilité des systèmes mentionnés dans cet AMA, ou lorsque le fournisseur ne s'acquitte pas de toute obligation qui lui incombe dans le cadre de cet AMA.

Si un utilisateur d'un ministère fédéral (aussi connu sous le nom d'utilisateur désigné) avise le responsable de l'AMA qu'il a résilié un contrat pour manquement avec un fournisseur pré-qualifié, conformément à l'AMA, Conditions générales, Biens et services, 2020 09 1(b), le responsable de l'AMA peut prendre les mesures suivantes :

- 1) Premier manquement : fournir un avertissement écrit au fournisseur pré-qualifié décrivant les répercussions si un tel manquement venait à se produire de nouveau;
- 2) Deuxième manquement : suspendre l'AMA du fournisseur pré-qualifié pour une période de trois mois sur avis écrit à ce dernier. L'avis écrit indiquera la date à laquelle la suspension prendra fin;
- 3) Troisième manquement : suspendre l'AMA du fournisseur pré-qualifié pour une période de six mois sur avis écrit à ce dernier. L'avis écrit indiquera la date à laquelle la suspension prendra fin et, dans le cas de suspensions multiples, confirmera le nombre de suspensions que le fournisseur pré-qualifié a déjà fait l'objet.

À la fin de chaque suspension, le fournisseur pré-qualifié sera avisé par écrit que son AMA sera réactivé. Si le Canada est informé d'un quatrième manquement, le Canada résiliera l'AMA avec le fournisseur pré-qualifié qui deviendra alors un ancien fournisseur pré-qualifié. Cet ancien fournisseur pré-qualifié doit attendre un an avant qu'il puisse présenter une demande pour se pré-qualifier dans le cadre de l'AMA. Aux fins du renouvellement de la qualification, l'ancien fournisseur pré-qualifié est considéré comme un « nouveau fournisseur ». À ce titre, il doit démontrer qu'il respecte tous les critères obligatoires décrits dans la documentation relative à la Demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA).

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

---

**Supprimer :**

**12. Ententes sur les revendications territoriales globales**

L'arrangement en matière d'approvisionnement ne doit pas être utilisé pour les livraisons à effectuer dans une zone visée par une entente de revendication territoriale globale (ERTG). Toutes les prestations à effectuer dans une zone visée par une ERTG doivent être traitées individuellement en dehors de ProServices et de ses méthodes d'approvisionnement.

**Insérer :**

**12. Ententes sur les revendications territoriales globales**

L'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) est pour la livraison du besoin décrit dans le cadre de l'AMA aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador. Les produits à livrer dans ces zones devront faire l'objet de marchés distincts, attribués en dehors des arrangements en matière d'approvisionnement subséquents.

Toute exigence de livraison à des endroits dans les zones visées par des ERTG au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador devra être traitée comme un marché distinct, en dehors du présent arrangement en matière d'approvisionnement.

**Insérer :**

**17. Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)**

Pendant la période de l'arrangement en matière d'approvisionnement, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les contrats individuels pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'arrangement en matière d'approvisionnement. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'arrangement en matière d'approvisionnement à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir les biens et les services dans le cadre de son arrangement en matière d'approvisionnement par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'arrangement en matière d'approvisionnement pourrait être mis de côté par le Canada.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

---

## **7- Modifier B. Demande de soumissions**

### **Supprimer :**

## **2. Processus de demande de soumissions – Besoins dont la valeur est inférieure au seuil établi par l'Accord de libre-échange Canada - Corée (ALECC)**

### **2.1 Soumissions**

Les soumissions seront émises pour des besoins spécifiques dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement auprès de fournisseurs détenteurs d'un arrangement en matière d'approvisionnement.

#### **Besoins concurrentiels :**

Un minimum de deux (2) fournisseurs doivent être invités par courriel par l'utilisateur d'un ministère fédéral à soumettre une proposition, soit :

- a. En sélectionnant le nom de deux fournisseurs dans le module « clients » de la liste des résultats de recherche du SSPC, ou
- b. En sélectionnant le nom d'un fournisseur dans le module « clients » de la liste des résultats de recherche du SSPC et en laissant la sélection du second fournisseur être choisi au hasard par le module « clients » du SSPC, ou
- c. En ne sélectionnant aucun nom de fournisseur et en laissant le module « clients » du SSPC sélectionner deux fournisseurs au hasard qui apparaîtra de la liste des résultats de recherche du SSPC.

S'il y a moins de trois fournisseurs dans la région métropolitaine, le SSPC étendra automatiquement la recherche à l'échelle régionale. La valeur de toute soumission, au moment de la fin de la demande de soumissions, ne doit pas dépasser le seuil établi par l'Accord de libre-échange Canada - Corée (y compris les déplacements, les frais de subsistance, les modifications, toutes les taxes applicables, etc.).

Il incombe à l'autorité contractante de déterminer si des accords commerciaux s'appliqueront à leurs besoins en fonction de la valeur monétaire associée à leurs besoins (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/section/1/25>). S'il est déterminé qu'un accord commercial s'applique à leurs besoins, l'autorité contractante préparera et publiera un avis de projet de marché bilingue sur Achats et Ventes pour un minimum de 5 jours civils.

#### **Besoins dirigés :**

Les utilisateurs d'un ministère fédéral peuvent conclure un marché avec un fournisseur apparaissant dans les résultats d'une recherche effectuée par un client dans le module « clients » du SSPC pour les contrats moins de 25 000 \$ (y compris les déplacements, les frais de subsistance, les modifications, toutes les taxes applicables, etc.), comme autorisé par le *Règlement sur les marchés de l'État*. Un tel marché peut être conclu lorsque l'agent des contrats estime rentable de le faire, et qu'il obtient toutes les approbations internes requises par son ministère.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

**Insérer :**

**2. Processus de demande de soumissions – Besoins dont la valeur est inférieure au seuil établi par l'Accord de libre-échange Canada - Corée (ALECC)**

**2.1 Soumissions**

Les soumissions seront émises pour des besoins spécifiques dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement auprès de fournisseurs détenteurs d'un arrangement en matière d'approvisionnement.

**Besoins concurrentiels :**

Un minimum de deux (2) fournisseurs doivent être invités par courriel par l'utilisateur d'un ministère fédéral à soumettre une proposition, soit :

- a. En sélectionnant le nom de deux fournisseurs dans le module « clients » de la liste des résultats de recherche du SSPC, ou
- b. En sélectionnant le nom d'un fournisseur dans le module « clients » de la liste des résultats de recherche du SSPC et en laissant la sélection du second fournisseur être choisi au hasard par le module « clients » du SSPC, ou
- c. En ne sélectionnant aucun nom de fournisseur et en laissant le module « clients » du SSPC sélectionner deux fournisseurs au hasard qui apparaîtra de la liste des résultats de recherche du SSPC.

S'il y a moins de trois fournisseurs dans la région métropolitaine, le SSPC étendra automatiquement la recherche à l'échelle régionale. La valeur de toute soumission, au moment de la fin de la demande de soumissions, ne doit pas dépasser le seuil établi par l'Accord de libre-échange Canada - Corée (y compris les déplacements, les frais de subsistance, les modifications, toutes les taxes applicables, etc.).

Il incombe à l'autorité contractante de déterminer si des accords commerciaux s'appliqueront à leurs besoins en fonction de la valeur monétaire associée à leurs besoins (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/section/1/25>). S'il est déterminé qu'un accord commercial s'applique à leurs besoins, l'autorité contractante préparera et publiera un avis de projet de marché bilingue sur Achats et Ventes pour un minimum de 5 jours civils.

**Besoins dirigés :**

Les utilisateurs d'un ministère fédéral peuvent conclure un marché avec un fournisseur apparaissant dans les résultats d'une recherche effectuée par un client dans le module « clients » du SSPC pour les contrats moins de 40 000 \$ (y compris les déplacements, les frais de subsistance, les modifications, toutes les taxes applicables, etc.), comme autorisé par le *Règlement sur les marchés de l'État*. Un tel marché peut être conclu lorsque l'agent des contrats estime rentable de le faire, et qu'il obtient toutes les approbations internes requises par son ministère.



N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

**Supprimer :**

**2.3 Période minimale pour l'envoi des soumissions**

Selon les règles opérationnelles harmonisées, pour les marchés concurrentiels ne dépassant pas le seuil établi par l'ALECC, les soumissionnaires doivent avoir au moins cinq (5) jours civils pour soumettre une proposition. Pour les marchés dirigés (des contrats d'une valeur de moins de 25 000 \$, y compris les déplacements, les frais de subsistance, les modifications, toutes les taxes applicables, etc.), il appartient à l'utilisateur d'un ministère fédéral de déterminer le nombre minimum de jours.

**Insérer :**

**2.3 Période minimale pour l'envoi des soumissions**

Selon les règles opérationnelles harmonisées, pour les marchés concurrentiels ne dépassant pas le seuil établi par l'ALECC, les soumissionnaires doivent avoir au moins cinq (5) jours civils pour soumettre une proposition. Pour les marchés dirigés (des contrats d'une valeur de moins de 40 000 \$), il appartient à l'utilisateur d'un ministère fédéral de déterminer le nombre minimum de jours

**8- Modifier C. Clauses du contrat subséquent**

**Supprimer :**

**8.1 Paiement**

**8.1 Clause C0207C du Guide des CUA, Base de paiement – prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)**

**Option 1**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé \_\_\_\_\_ (*insérer « un prix ferme » OU « un(des) prix unitaire(s) ferme(s) » OU « un (des) prix de lot ferme(s) » précisé(s) dans (insérer « le contrat » OU dans « l'annexe \_\_\_\_\_ », selon un montant total de \_\_\_\_\_ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane \_\_\_\_\_ (insérer « sont inclus », « sont exclus » OU « font l'objet d'une exemption ») et les taxes applicables sont en sus.*

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

**Option 2**

Pour les travaux décrits dans \_\_\_\_\_ (*insérer la ou les sections appropriées de l'énoncé des travaux ou des besoins auxquelles s'applique cette base de paiement*) \_\_\_\_\_ (*insérer « de l'énoncé des travaux » OU « des besoins »*) à l'annexe \_\_\_\_\_.

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé \_\_\_\_\_ (*insérer « un prix ferme » OU « un(des) prix de lot*

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

*ferme(s) »), selon un montant total de \_\_\_\_\_ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane \_\_\_\_\_ (insérer « sont inclus », « sont exclus » **OU** « font l'objet d'une exemption ») et les taxes applicables sont en sus.*

Pour la portion des travaux faisant l'objet d'un prix ferme seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

**OU**

#### **8.1 Clause C0206C du Guide des CCUA, Base de paiement – limitation des dépenses**

##### **Option 1**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, \_\_\_\_\_ (insérer, s'il y a lieu, « plus un profit, ») établis conformément à la base de paiement à l'annexe \_\_\_\_\_, jusqu'à une limitation des dépenses de \_\_\_\_\_ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane \_\_\_\_\_ (insérer « sont inclus », « sont exclus » **OU** « font l'objet d'une exemption ») et les taxes applicables sont en sus.

##### **Option 2**

Pour les travaux décrits \_\_\_\_\_ (insérer la ou les sections appropriées de l'énoncé des travaux ou des besoins auxquelles s'applique cette base de paiement) \_\_\_\_\_ (insérer « de l'énoncé des travaux » **OU** « des besoins ») à l'annexe \_\_\_\_\_ :

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, \_\_\_\_\_ (insérer, s'il y a lieu, « plus un profit, ») établis conformément à la base de paiement à l'annexe \_\_\_\_\_, jusqu'à une limitation des dépenses de \_\_\_\_\_ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane \_\_\_\_\_ (insérer « sont inclus », « sont exclus » **OU** « font l'objet d'une exemption ») et les taxes applicables sont en sus.

**Insérer :**

#### **8.1 Paiement**

##### **8.1 Clause C0207C du Guide des CCUA, Base de paiement – prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)**

##### **Option 1**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé \_\_\_\_\_ (insérer « un prix ferme » **OU** « un(des) prix unitaire(s) ferme(s) » **OU** « un (des) prix de lot ferme(s) » précisé(s) dans (insérer « le contrat » **OU** dans « l'annexe \_\_\_\_\_ »), selon un montant total de \_\_\_\_\_ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane \_\_\_\_\_ (insérer « sont inclus », « sont exclus » **OU** « font l'objet d'une exemption ») et les taxes applicables sont en sus.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### Option 2

Pour les travaux décrits dans \_\_\_\_\_ (insérer la ou les sections appropriées de l'énoncé des travaux ou des besoins auxquelles s'applique cette base de paiement) \_\_\_\_\_ (insérer « de l'énoncé des travaux » **OU** « des besoins ») à l'annexe \_\_\_\_.

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé \_\_\_\_\_ (insérer « un prix ferme » **OU** « un (des) prix de lot ferme(s) »), selon un montant total de \_\_\_\_\_ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane \_\_\_\_\_ (insérer « sont inclus », « sont exclus » **OU** « font l'objet d'une exemption ») et les taxes applicables sont en sus.

Pour la portion des travaux faisant l'objet d'un prix ferme seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

**OU**

## 8.1 Clause C0206C du Guide des CCUA, Base de paiement – limitation des dépenses

### Option 1

L'entrepreneur sera payé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, \_\_\_\_\_ (insérer, s'il y a lieu, « plus un profit, ») conformément à la base de paiement à l'annexe \_\_\_\_\_, jusqu'à une limitation des dépenses de \_\_\_\_\_ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane \_\_\_\_\_ (insérer « sont inclus », « sont exclus » **OU** « font l'objet d'une exemption ») et les taxes applicables sont en sus.

### Option 2

Pour les travaux décrits \_\_\_\_\_ (insérer la ou les sections appropriées de l'énoncé des travaux ou des besoins auxquelles s'applique cette base de paiement) \_\_\_\_\_ (insérer « de l'énoncé des travaux » **OU** « des besoins ») à l'annexe \_\_\_\_ :

L'entrepreneur sera payé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, \_\_\_\_\_ (insérer, s'il y a lieu, « plus un profit, ») conformément à la base de paiement à l'annexe \_\_\_\_\_, jusqu'à une limitation des dépenses de \_\_\_\_\_ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane \_\_\_\_\_ (insérer « sont inclus », « sont exclus » **OU** « font l'objet d'une exemption ») et les taxes applicables sont en sus.

### Supprimer :

## 15. Limitation de la responsabilité – gestion de l'information et technologie de l'information

(Applicable aux besoins de TI uniquement)

- a. Toute mention dans cet article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires et ses représentants et leurs employés. Cet article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans le présent article, même s'il a été avisé de la possibilité de ces dommages.

**b. Responsabilité de première partie :**

- i. L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers et consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
- A. Toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances ».
  - B. Toute blessure physique, y compris la mort.
- ii. L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui touchent des biens personnels matériels ou des biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, qui sont en sa possession ou qui sont occupés par le Canada.
- iii. Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité dans le cadre du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée de secrets industriels de l'autre partie (ou de secrets industriels d'un tiers divulgués par une partie à une autre, dans le cadre du contrat) en ce qui a trait à la technologie de l'information.
- iv. L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. La présente ne s'applique toutefois pas aux charges ou aux réclamations liées aux droits de propriété intellectuelle, lesquels sont traités au point a. ci-dessus.
- v. L'entrepreneur est également responsable de tout autre dommage direct causé au Canada qui a un lien quelconque avec le contrat, y compris :
- A. Tout manquement aux obligations en matière de garantie prévues par le contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement.
  - B. Tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité par le Canada pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour le présent sous-alinéa B. du montant le plus élevé entre 0,75 fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur tout autre document utilisé pour commander des services à l'aide de cet instrument).
- vi. En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa v. ne dépassera le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat.
- vii. Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de ce dernier consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Il incombe au Canada de sauvegarder adéquatement ses dossiers et ses données.

**c. Réclamations de tiers :**

- i. Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, comme stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- ii. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa i., en ce qui concerne les dommages-intérêts particuliers, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle, de blessures physiques à un tiers, y compris la mort, des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers, à toute charge ou réclamation sur toute portion des travaux ou au manquement à l'obligation de confidentialité.
- iii. Les parties sont uniquement responsables devant les autres des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans le présent alinéa c.

**Insérer :**

**15. Limitation de la responsabilité – gestion de l'information et technologie de l'information**

(Applicable aux besoins de TI uniquement)

- a. Toute mention dans cet article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires et ses représentants et leurs employés. Cet article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans le présent article, même s'il a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- b. **Responsabilité de première partie :**
  - i. L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers et consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
    - A. Toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances ».
    - B. Toute blessure physique, y compris la mort.
  - ii. L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur qui touchent des biens personnels matériels ou des

biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.

- iii. Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité dans le cadre du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée de secrets industriels de l'autre partie (ou de secrets industriels d'un tiers divulgués par une partie à une autre, dans le cadre du contrat) en ce qui a trait à la technologie de l'information.
- iv. L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. La présente ne s'applique toutefois pas aux charges ou aux réclamations liées aux droits de propriété intellectuelle, lesquels sont traités au point a. ci-dessus.
- v. L'entrepreneur est aussi responsable envers le Canada de tous les autres dommages directs qui ont été causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à:
  - A. Tout manquement aux obligations en matière de garantie prévues par le contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement.
  - B. Tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité par le Canada pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour le présent sous-alinéa B. du montant le plus élevé entre 0,75 fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur tout autre document utilisé pour commander des services à l'aide de cet instrument).
- vi. En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa v. ne dépassera le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat.
- vii. Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de ce dernier consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Il incombe au Canada de sauvegarder adéquatement ses dossiers et ses données.

**c. Réclamations de tiers :**

- i. Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, comme stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- ii. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa i., en ce qui concerne les dommages-intérêts particuliers, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle, de blessures physiques à un tiers, y compris la mort, des dommages

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

- touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers, à toute charge ou réclamation sur toute portion des travaux ou au manquement à l'obligation de confidentialité.
- iii. Les parties sont uniquement responsables devant les autres des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans le présent alinéa c.

**Insérer :**

**23. Règlement des différends**

- a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

**9- Modifier – Pièce jointe A – Liste des termes clés (supprimer en entier)**

**Insérer :**

**Pièce jointe A  
Liste des termes clés**

**1. Adresse postale**

Une adresse où l'entreprise est détenue, qui comprend une combinaison d'un numéro d'immeuble / de maison (qui comprend parfois un numéro d'unité, un numéro de bureau et un nom de rue (les cases/boîtes postales ne s'appliquent pas)).

**2. Client**

Veuillez consulter la description du terme clé « utilisateur d'un ministère fédéral » ci-dessous.

**3. Client externe**

Toute entité juridique qui n'est pas une société mère, une filiale ou une société affiliée du soumissionnaire, un membre d'une coentreprise avec le soumissionnaire ou toute autre entité qui n'a pas de lien de dépendance avec le soumissionnaire.

**4. Composante de collecte de données (CCD)**

La CCD fait partie du portail en ligne du SSPC. C'est dans cette composante que le soumissionnaire doit entrer et soumettre ses données (c.-à-d. sa soumission), dans le cadre d'une demande de soumissions ouverte.

La CCD remplace le concept de « modèles de réponse », qui était utilisé dans d'autres demandes de soumissions pour des services professionnels. La CCD contient un tableau de bord qui fournit l'information qui a été présentée par un fournisseur et l'information relative à des demandes de soumissions passées et à venir pour des services professionnels.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

## 5. Entité juridique

Une entité juridique est un individu, une entreprise ou une organisation qui a des droits et obligations juridiques, identifié par un numéro d'entreprise d'approvisionnement (NEA) unique :

Exemple de types d'entités :

- 1) Entreprise individuelle
- 2) Partenariat
- 3) Société
- 4) Coentreprise

## 6. Entrepreneur

Un entrepreneur désigne la personne, l'entité ou les entités dont le nom figure au contrat pour fournir au Canada des biens, des services ou les deux.

## 7. Fournisseur ProServices existant

Un fournisseur ProServices existant est un soumissionnaire qui est actuellement titulaire d'un arrangement en matière d'approvisionnement dans le cadre de la méthode d'approvisionnement ProServices.

## 8. Fournisseur

Un fournisseur désigne la personne ou l'entité dont le nom figure sur l'arrangement en matière d'approvisionnement et qui est devenu un fournisseur pré-qualifié à qui l'arrangement en matière d'approvisionnement a été émis.

## 9. Inscription

Le processus par lequel le soumissionnaire crée un compte dans le SSPC et identifie une Personne ressource principale (PRP). La PRP recevra les justificatifs lui permettant d'accéder au Module du fournisseur.

L'inscription est faite en ligne et peut être initiée par un fournisseur à n'importe quel moment, le délai d'obtention des justificatifs requis est normalement de quelques minutes seulement, lorsque le Canada dispose de toute l'information nécessaire.

**Pour savoir comment s'inscrire au module du fournisseur du SSPC consulter le site Processus d'inscription – Fournisseur :** <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/iffpe-seeps-fra.html>.

## 10. Mise à jour trimestrielle

Les mises à jour trimestrielles offrent aux soumissionnaires l'occasion régulière de ce pré-qualifié dans ProServices. Elles sont offertes aux soumissionnaires tous les trois (3) mois, après la publication des résultats du nouvel appel d'offres.

## 11. Nouveau soumissionnaire

Désigne un soumissionnaire qui possède un numéro d'entreprise d'approvisionnement (NEA) valide, mais qui ne détient actuellement pas d'AMA fondé sur les tâches valide selon la méthode d'approvisionnement de ProServices. Dans le cas où le nouveau soumissionnaire est une co-entreprise, un numéro d'entreprise-d'approvisionnement (NEA) unique pour l'entité juridique de la co-entreprise doit être identifié.

## 12. Nouvel appel d'offres

Un nouvel appel d'offres est une occasion pour le gouvernement du Canada d'apporter des changements considérables à une méthode d'approvisionnement existante. Cet exercice entraîne le remplacement de tous les arrangements en matière d'approvisionnement déjà accordés en vertu d'une méthode d'approvisionnement précise.



N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

---

### **13. Personne-ressource principale du fournisseur (PRPF)**

La personne-ressource principale du fournisseur est un représentant du soumissionnaire qui est responsable, sur le plan administratif, du compte fournisseur SSPC du soumissionnaire. Cette personne est le seul représentant d'un soumissionnaire pouvant présenter une soumission dans le cadre d'une demande de soumissions ouverte.

### **14. Portail en ligne du SSPC**

Le portail en ligne du Système des services professionnels centralisés (SSPC) a été créé dans le cadre de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de services professionnels et héberge la méthode d'approvisionnement ProServices. Le portail en ligne du SSPC comprend un Module du fournisseur, un Module du client et un Module de mise à jour et donne accès aux fournisseurs et aux ministères fédéraux à plusieurs méthodes d'approvisionnement.

Le Module du fournisseur permet à un fournisseur, par l'intermédiaire de sa personne-ressource principale (comme défini ci-dessous) :

- i) de consulter et de modifier certains renseignements du profil du fournisseur;
- ii) d'ajouter une personne-ressource et de gérer la liste de personnes-ressources dans le portail en ligne du SSPC;
- iii) de saisir et de présenter des données dans le cadre d'un processus de demande de soumissions;
- iv) de consulter l'entrée de données pour une demande de soumission précise.

### **15. Soumissionnaire**

On entend par « soumissionnaire » une nouvelle entreprise ou un fournisseur existant qui présente une soumission pour cette invitation à soumissionner.

### **16. Utilisateur désigné**

Veuillez consulter la description du terme clé « utilisateur d'un ministère fédéral » ci-dessous.

### **17. Utilisateur d'un ministère fédéral (aussi appelé « utilisateur désigné » ou « client »)**

L'utilisateur d'un ministère fédéral (aussi appelé « utilisateur désigné » ou « client ») désigne les ministères, les organismes ou sociétés d'État du gouvernement fédéral dont le nom figure aux annexes I, I.1, II, III, IV et V de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. (1985), chap. F-11, ainsi que toute autre partie au nom de laquelle Travaux publics et Services gouvernementaux Canada a été autorisé à agir de temps à autre, en vertu de l'article 16 de la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

## **10- Modifier - Pièce Jointe B - Instructions étape par étape sur la façon de présenter une soumission**

### **Supprimer :**

#### **Section F. Critères obligatoires**

- i) Cliquez sur le lien « Valider référence » et saisissez les références de la catégorie. VEUILLEZ VOUS ASSURER DE REMPLIR TOUS LES CHAMPS CI-APRÈS.

**Catégorie - justification** E60ZT-180024/A

Veillez vous assurer d'avoir enregistré / mis à jour chaque section de votre réponse avant de quitter cette section en particulier après la modification de votre réponse.

**3.1 Spécialist en conversion de données**

Veuillez remplir les champs ci-dessous pour justifier cette catégorie :

**Références aux catégories**

**O.3 Justification des références pour chaque catégorie « récemment validée »**

Tous les soumissionnaires doivent lire en entier la description du critère obligatoire O.3 Justification des références pour chaque catégorie « récemment validée » sous Partie 4 - Procédures d'évaluation et méthode de sélection de la DAMA de ProServices.

Client (ministère / nom de l'entreprise) :

Nom de la personne-ressource :

Poste :

Téléphone :

Courriel :

Courriel 2 :

Numéro de référence du contrat/projet :

Mettre la référence à jour

[Retour aux catégories](#)  
[Retourner à la page d'accueil de la réponse](#)

### **Insérer :**

#### **Section F. Critères obligatoires**

- i) Cliquez sur le lien « Valider référence » et saisissez les références de la catégorie: Bien qu'il soit fortement recommandé de fournir des informations sur chacun des champs ci-dessous, au minimum, VEUILLEZ VOUS ASSURER QUE TOUS LES CHAMPS OBLIGATOIRES CI-DESSOUS SONT COMPLÉTÉS. Pour plus d'informations concernant « courriel 2 », veuillez-vous référer à la partie 4, O3 - Point 5:

Client (ministère/nom de l'entreprise) [obligatoire]

Nom de la personne-ressource [obligatoire]

Poste

Téléphone [obligatoire]

Courriel [obligatoire]

Courriel 2

N° de référence de contrat/projet [obligatoire]

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006


Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

**Catégorie - justification**E60ZT-180024/A

 Veuillez vous assurer d'avoir enregistré / mis à jour chaque section de votre réponse avant de quitter cette section en particulier après la modification de votre réponse.

### 3.1 Spécialist en conversion de données

Veuillez remplir les champs ci-dessous pour justifier cette catégorie :

**Références aux catégories**

**O.3 Justification des références pour chaque catégorie « récemment validée »**

Tous les soumissionnaires doivent lire en entier la description du critère obligatoire O.3 Justification des références pour chaque catégorie « récemment validée » sous Partie 4 - Procédures d'évaluation et méthode de sélection de la DAMA de ProServices.

Client (ministère / nom de l'entreprise) :

Nom de la personne-ressource :

Poste :

Téléphone :

Courriel :

Courriel 2 :

Numéro de référence du contrat/projet :

[Retour aux catégories](#)

[Retourner à la page d'accueil de la réponse](#)

## 11- Modifier Pièce jointe C – Attestation

### Supprimer :

#### 2. Attestation des droits acquis

S'applique aux fournisseurs ProServices existants qui sont titulaires d'une OC et/ou d'un AMA pour des SPICT, SPTS (centrés sur les tâches seulement)

Les fournisseurs ProServices existants (qui sont titulaire d'une offre à commandes [OC] active et/ou d'un arrangement en matière d'approvisionnement [AMA] actif pour des SPICT et/ou SPTS [centrés sur les tâches] qui souhaitent transférer leurs renseignements ProServices et leurs volets et catégories actuels relatifs à leurs OC et/ou AMA pour l'une des méthodes d'approvisionnement mentionnées ci-dessus attestent que le soumissionnaire :

- A. continue de satisfaire à toutes les exigences obligatoires relatives à leur soumission électronique ProServices, à la date de clôture de la présente demande de soumissions; \_\_\_\_\_ (initiales)
- B. toute l'information contenue dans ce dossier est véridique, précise et à jour, et que celle-ci peut être utilisée aux fins de la présente demande de soumissions ProServices; \_\_\_\_\_ (initiales)
- C. continue d'être titulaire d'une OC et/ou d'une AMA pour l'une des méthodes d'approvisionnement mentionnées ci-dessus; \_\_\_\_\_ (initiales)

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

Dénomination sociale du soumissionnaire

NEA utilisé pour cette demande de soumissions

Nom en caractères d'imprimerie

Signature du représentant autorisé

Date (AA-MM-JJ)

**Insérer :**

**2. Attestation des droits acquis**

S'applique aux fournisseurs ProServices existants qui sont titulaires d'une OC et/ou d'un AMA pour des SPICT, SPTS (centrés sur les tâches seulement)

Les fournisseurs ProServices existants (qui sont titulaire d'une offre à commandes [OC] active (qui expire le 31 mai 2021) et/ou d'un arrangement en matière d'approvisionnement [AMA] actif pour des SPICT et/ou SPTS [centrés sur les tâches] qui souhaitent transférer leurs renseignements ProServices et leurs volets et catégories actuels relatifs à leurs OC et/ou AMA pour l'une des méthodes d'approvisionnement mentionnées ci-dessus attestent que le soumissionnaire :

- A. continue de satisfaire à toutes les exigences obligatoires relatives à leur soumission électronique ProServices, à la date de clôture de la présente demande de soumissions; \_\_\_\_\_ (initiales)
- B. toute l'information contenue dans ce dossier est véridique, précise et à jour, et que celle-ci peut être utilisée aux fins de la présente demande de soumissions ProServices; \_\_\_\_\_ (initiales)
- C. continue d'être titulaire d'une OC et/ou d'une AMA pour l'une des méthodes d'approvisionnement mentionnées ci-dessus; \_\_\_\_\_ (initiales)

Dénomination sociale du soumissionnaire

NEA utilisé pour cette demande de soumissions

Nom en caractères d'imprimerie

Signature du représentant autorisé

Date (AA-MM-JJ)

**Supprimer :**

S'applique aux nouveaux soumissionnaires ProServices qui sont titulaires d'une OC et/ou d'un AMA pour des SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches seulement)

Les nouveaux soumissionnaires ProServices (c.-à-d. qui présente une soumission dans ProServices pour la première fois) qui sont titulaires d'une OC active ou d'un AMA actif pour des SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) et qui souhaite transférer les volets et les catégories de leur(s) OC active(s) et/ou leur(s) AMA actif(s) pour l'une des méthodes d'approvisionnement mentionnées ci-dessus attestent que le soumissionnaire :

- A. est titulaire d'une offre à commande active et/ou d'un arrangement en matière d'approvisionnement actif pour des SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches); \_\_\_\_\_ (initiales)

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

À transférer  
(cocher tout ce qui  
s'applique) :

☐

SPICT

☐

SPTS (centrés sur les  
tâches seulement)

\_\_\_\_\_  
Dénomination sociale du soumissionnaire

\_\_\_\_\_  
NEA utilisé pour cette demande de soumissions

\_\_\_\_\_  
Nom en caractères d'imprimerie

\_\_\_\_\_  
Signature du représentant autorisé

\_\_\_\_\_  
Date (AA-MM-JJ)

**Insérer :**

S'applique aux nouveaux soumissionnaires ProServices qui ont une soumission en cours d'évaluation et/ou qui sont titulaires d'une OC et/ou d'un AMA pour des SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches seulement)

Les nouveaux soumissionnaires ProServices (c.-à-d. qui présente une soumission dans ProServices pour la première fois) qui ont une soumission en cours d'évaluation et/ou qui sont titulaires d'une OC active ou d'un AMA actif pour des SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches) et qui souhaite transférer les volets et les catégories de leur(s) OC active(s) et/ou leur(s) AMA actif(s) pour l'une des méthodes d'approvisionnement mentionnées ci-dessus attestent que le soumissionnaire :

- A. ont une soumission en cours d'évaluation avec SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches  
\_\_\_\_\_ (initiales)
- B. est titulaire d'une offre à commande active et/ou d'un arrangement en matière  
d'approvisionnement actif pour des SPICT et/ou SPTS (centrés sur les tâches);  
\_\_\_\_\_ (initiales)

À transférer  
(cocher tout ce qui  
s'applique) :

☐

SPICT

☐

SPTS (centrés sur les  
tâches seulement)

\_\_\_\_\_  
Dénomination sociale du soumissionnaire

\_\_\_\_\_  
NEA utilisé pour cette demande de soumissions

\_\_\_\_\_  
Nom en caractères d'imprimerie

\_\_\_\_\_  
Signature du représentant autorisé

\_\_\_\_\_  
Date (AA-MM-JJ)

**Supprimer :**

S'applique aux nouveaux soumissionnaires et aux fournisseurs existants de ProServices qui font l'objet d'un changement organisationnel.

**Changements organisationnels des fournisseurs**

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

**Nouveaux fournisseurs :** Si un nouveau fournisseur est créé à la suite d'un changement organisationnel qui s'est produit moins d'un an avant la date de clôture du trimestre précis actuellement ouvert (comme il est indiqué au point 5 de la partie 2 – Instructions à l'intention des fournisseurs de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement ainsi qu'au point 4.3 de l'arrangement en matière d'approvisionnement), le Canada pourrait, malgré le point 5.8 des Instructions uniformisées 2008 et le point 3.e des Conditions générales 2020, prendre en considération ce qui suit :

1. l'exigence minimale d'un an à satisfaire pour la nouvelle entité;
2. le transfert d'un arrangement en matière d'approvisionnement;
3. l'autorisation de reporter les renseignements existants déjà au dossier, le cas échéant.

OU

**Fournisseurs existants :** Si un fournisseur existant fait l'objet d'un changement organisationnel, le Canada pourrait, malgré le point 5.8 des Instructions uniformisées 2008 et le point 3.e des Conditions générales 2020, prendre en considération ce qui suit :

1. le transfert d'un arrangement en matière d'approvisionnement;
2. l'autorisation de reporter les renseignements existants déjà au dossier, le cas échéant.

Le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant doit attester ce qui suit :

- a) le changement organisationnel a été apporté uniquement à des fins fiscales ou à d'autres fins qui ne sont pas liées aux activités des autres entités juridiques; \_\_\_\_\_ (initiale)
- b) le changement organisationnel n'a pas d'incidence sur la capacité du nouveau fournisseur ou du fournisseur existant de mener à bien les activités qui étaient réalisées par l'entité juridique ou les entités juridiques précédentes; \_\_\_\_\_ (initiale)
- c) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant a mené à bien les activités au nom de l'ensemble des autres entités juridiques concernées, de façon ininterrompue depuis la date de la mise en œuvre du changement organisationnel; \_\_\_\_\_ (initiale)
- d) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant conserve les mêmes actifs, engagements, capacité opérationnelle, compétences et ressources que ceux de l'autre entité juridique ou des autres entités juridiques avant le changement organisationnel; \_\_\_\_\_ (initiale)
- e) l'autre entité juridique ou les autres entités juridiques ont mené à bien leurs activités, de façon ininterrompue et selon le cours normal de leurs affaires, pendant au moins une année; \_\_\_\_\_ (initiale)
- f) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant n'a pas fait l'objet d'une réorganisation ou d'une restructuration en raison d'une faillite; \_\_\_\_\_ (initiale)
- g) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant se conforment aux attestations des dispositions relatives à l'intégrité; \_\_\_\_\_ (initiale) et
- h) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant dispose d'une autorisation de sécurité au même niveau que l'autre entité juridique ou que les autres entités juridiques \_\_\_\_\_ (initiale).

**Insérer :**

S'applique aux nouveaux soumissionnaires et aux fournisseurs existants de ProServices qui font l'objet d'un changement organisationnel.

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
00ZZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
00ZZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

---

### **Changements organisationnels des fournisseurs**

**Nouveaux fournisseurs :** Si un fournisseur existant crée une nouvelle entité suite à un changement organisationnel qui s'est produit moins d'un an avant la date de clôture du trimestre précis actuellement ouvert (comme il est indiqué au point 5 de la partie 2 – Instructions à l'intention des fournisseurs de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement ainsi qu'au point 4.3 de l'arrangement en matière d'approvisionnement), le Canada pourrait, malgré le point 5.8 des Instructions uniformisées 2008 et le point 3.e des Conditions générales 2020, prendre en considération ce qui suit :

1. l'exigence minimale d'un an à satisfaire pour la nouvelle entité;
2. le transfert d'un arrangement en matière d'approvisionnement;
3. l'autorisation de reporter les renseignements existants déjà au dossier, le cas échéant.

OU

**Fournisseurs existants :** Si un fournisseur existant fait l'objet d'un changement organisationnel, le Canada pourrait, malgré le point 5.8 des Instructions uniformisées 2008 et le point 3.e des Conditions générales 2020, prendre en considération ce qui suit :

1. le transfert d'un arrangement en matière d'approvisionnement;
2. l'autorisation de reporter les renseignements existants déjà au dossier, le cas échéant.

Le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant doit attester ce qui suit :

- a) le changement organisationnel a été apporté uniquement à des fins fiscales ou à d'autres fins qui ne sont pas liées aux activités des autres entités juridiques; \_\_\_\_\_ (initiale)
- b) le changement organisationnel n'a pas d'incidence sur la capacité du nouveau fournisseur ou du fournisseur existant de mener à bien les activités qui étaient réalisées par l'entité juridique ou les entités juridiques précédentes; \_\_\_\_\_ (initiale)
- c) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant a mené à bien les activités au nom de l'ensemble des autres entités juridiques concernées, de façon ininterrompue depuis la date de la mise en œuvre du changement organisationnel; \_\_\_\_\_ (initiale)
- d) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant conserve les mêmes actifs, engagements, capacité opérationnelle, compétences et ressources que ceux de l'autre entité juridique ou des autres entités juridiques avant le changement organisationnel; \_\_\_\_\_ (initiale)
- e) l'autre entité juridique ou les autres entités juridiques ont mené à bien leurs activités, de façon ininterrompue et selon le cours normal de leurs affaires, pendant au moins une année; \_\_\_\_\_ (initiale)
- f) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant n'a pas fait l'objet d'une réorganisation ou d'une restructuration en raison d'une faillite; \_\_\_\_\_ (initiale)
- g) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant se conforment aux attestations des dispositions relatives à l'intégrité; \_\_\_\_\_ (initiale) et
- h) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant dispose d'une autorisation de sécurité au même niveau que l'autre entité juridique ou que les autres entités juridiques \_\_\_\_\_ (initiale).

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

**Supprimer :**

### 3. Disposition relatives à l'intégrité – Renseignements Connexes

#### PROSERVICES DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ – RENSEIGNEMENTS CONNEXES FORMULAIRE - LISTE DES ADMINISTRATEURS

SVP, indiquez votre statut légal de votre entreprise:

☐

**Incorporée:** Les fournisseurs qui sont incorporés, doivent fournir la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du fournisseur.

☐

**Propriétaire unique:** Les fournisseurs présentant une soumission à titre d'entreprise à propriétaire unique, doivent fournir le nom du propriétaire.

☐

**Coentreprise:** Les fournisseurs présentant une soumission à titre de coentreprise, doivent fournir l'adresse complète de chaque membre de la coentreprise ainsi qu'une liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de chaque coentreprise. Si l'un des membres de la coentreprise est un propriétaire unique, le nom du propriétaire doit être fourni. NOTE: Un formulaire doit être fourni pour chaque membre de la coentreprise.

☐

**Autre:** Les fournisseurs présentant une soumission à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms.

SVP, veuillez compléter les informations suivantes: (si applicable)

Dénomination sociale de l'entreprise (nom légal):

NEA de l'entreprise:

Dénomination sociale de l'entreprise en coentreprise (si applicable):

NEA de l'entreprise en coentreprise (si applicable):

Adresse de l'entreprise:

Ville:

Province:

Code Postal:

**Membres du conseil d'administration (prénom et nom)**

1.  
2.  
3.  
4.  
5.

6.  
7.  
8.  
9.  
10.

Signature du représentant autorisé

Date:



N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

**Insérer :**

**3. Dispositions relatives à l'intégrité – Renseignements Connexes**

**PROSERVICES  
DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ – RENSEIGNEMENTS CONNEXES  
FORMULAIRE - LISTE DES ADMINISTRATEURS**

SVP, indiquez votre statut légal de votre entreprise:

☐

**Incorporée:** Les fournisseurs qui sont incorporés, doivent fournir la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du fournisseur.

☐

**Propriétaire unique:** Les fournisseurs présentant une soumission à titre d'entreprise à propriétaire unique, doivent fournir le nom du propriétaire.

☐

**Coentreprise:** Les fournisseurs présentant une soumission à titre de coentreprise, doivent fournir l'adresse complète de chaque membre de la coentreprise ainsi qu'une liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de chaque coentreprise. Si l'un des membres de la coentreprise est un propriétaire unique, le nom du propriétaire doit être fourni. NOTE: Un formulaire doit être fourni pour chaque membre de la coentreprise.

☐

**Autre:** Les fournisseurs présentant une soumission à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms.

SVP, veuillez compléter les informations suivantes: (si applicable)

Dénomination sociale de l'entreprise (nom légal):

NEA de l'entreprise:

Dénomination sociale de l'entreprise en coentreprise (si applicable):

NEA de l'entreprise en coentreprise (si applicable):

Adresse de l'entreprise:

Ville:

Province:

Code Postal:

**Membres du conseil d'administration (prénom et nom)**

- |    |     |
|----|-----|
| 1. | 6.  |
| 2. | 7.  |
| 3. | 8.  |
| 4. | 9.  |
| 5. | 10. |

Signature du représentant autorisé

Date:

N° de l'arrangement - Supply Arrangement No.  
E60ZT-180024/C

N° de la modif. - Amd. No.  
006

Id de l'acheteur - Buyer ID  
002ZT

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60ZT-180024/C

N° du dossier - File No.  
002ZT. E60ZT-180024/C

FMS No/ N° VME - CCC No/N° CCC

---

**Tous les autres termes et conditions demeurent inchangés**

**LA DEMANDE D'ARRANGEMENTS EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT E60ZT-180024/C EST  
SUPPRIMÉE EN ENTIER ET REMPLACÉE PAR LA DEMANDE D'ARRANGEMENTS EN MATIÈRE  
D'APPROVISIONNEMENT AVEC LA DATE LA PLUS RÉCENTE QUI SE RETROUVE DANS LA SECTION «  
PIÈCES JOINTES».**